

Le magazine de l'amitié entre les peuples

Différences



CULTURE
MUSIQUE
MODE :

LES
NOUVELLES
VAGUES

DOSSIER : LE BURKINA-FASO



APARTHEID STOP:

PORTEZ LE BADGE, FAITES LE PORTER A TOUS CEUX QUI VEULENT MARQUER LEUR SOLIDARITE AUX VICTIMES DE L'APARTHEID.

10 F pièce plus 2,20 F de frais d'envoi - 6 F pièce pour les commandes en nombre et les comités locaux du MRAP. Se renseigner auprès de Danièle Simon, Différences, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : (1) 48.06.88.33.

Différences

Magazine créé par le MRAP
(Mouvement contre
le racisme et pour
l'amitié entre les peuples),
édité par la Société
des éditions Différences

89, rue Oberkampf
75011 PARIS
Tél. : (1) 48.06.88.33

**DIRECTEUR DE
LA PUBLICATION/GERANT**
Albert Lévy

RÉDACTION
Rédacteur en chef
Jean-Michel Ollé

Secrétariat de rédaction/maquettes :
Véronique Mortaigne

Service photos :
Abdelhak Senna

Culture :
Daniel Chaput

Relations extérieures :
Danièle Simon

ADMINISTRATION/GESTION
Khaled Debbah

ABONNEMENTS
1 an : 170 F.
1 an à l'étranger : 200 F.
6 mois : 100 F.
Etudiants et chômeurs, 1 an : 140 F.
6 mois : 80 F.
(joindre une photocopie
des cartes d'étudiant
ou de pointage).
Soutien : 200 F.
Abonnement d'honneur : 1 000 F.
Algérie : 14 dinars. Belgique : 140 FB.
Canada : 3 dollars.

PUBLICITÉ AU JOURNAL
Photocomposition - photogravure
impression : PCP, 17, place de Villiers,
93100 Montreuil. Tél. : 42.87.31.00
Commission paritaire n° 63634
ISSN 0247-9095.
Dépôt légal : 1985-11
La rédaction ne peut être tenue pour responsable
des textes, documents et photos confiés.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :
Yoro N'Diaye, Durand-Dupont, Dolorès
Aloia, John Sutton, Mahamoud Ahmed,
Yvette Roudy, Cherifa, Richard Garcia,
Robert Pac, Yves Thoraval, Alain Rauch-
varger, Mariette Hubert, Pierre Vallée,
Efraïm Cortes, Claude Ferran, Julien Boaz,
Stéphane Jakin, Joëlle Tavano, Marguerite
Rollinde.

PHOTO COUVERTURE :
Abdelhak Senna

SOMMAIRE

Novembre

ACTUEL

- 8 POINT CHAUD** — Les déchus du lepénisme. *DURAND-DUPONT*
Le programme de Le Pen en matière de déchéance de nationalité française : mieux que Pétain ? Et toutes les affaires crapuleuses où sont impliqués des membres du Front national.
- 11 PRÉJUGÉS** — « Le féminisme, c'est fini ». Pas du tout, répond Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme.
- 12 RENCONTRE** — Comment détruire un quartier ? *JOHN SUTTON*
La Goutte d'Or, un des symboles du Paris cosmopolite et anticolonialiste, s'effondre.
- 16 COUP DE GUEULE** — Le pays où l'on tue les poètes. Un haut fonctionnaire revient d'Afrique du Sud, où il séjournait juste avant l'assassinat de Benjamin Moloïse. Il raconte.

DOSSIER

- 18** — Un royaume pour un cheval. *CHERIFA*
Au XI^e siècle, la princesse Yennanga, égarée par son cheval emballé, rencontre le Prince charmant et fonde le royaume de Wogodogo, dit plus tard Haute-Volta, dit maintenant Burkina-Faso.

CULTURES

- 28 L'ÉVÉNEMENT** — Art au présent en Méditerranée. *DANIEL CHAPUT*
Les jeunes créateurs originaires des bords du *Mare nostrum* exposent à Marseille, redonnant à la Porte de l'Orient son rôle originel, qu'elle a tendance à oublier.
- 30 TENDANCES** — Mieux sapé que moi, tu meurs. *JULIEN BOAZ*
On les appelle les sapeurs, ils sont africains et ont une façon toute particulière de porter le costume trois-pièces et les pompes en croco. Du nouveau dans la mode.

DÉCOUVERTES

- 34 RÉFLEXION** — Castes et racisme, même combat ? *RICHARD GARCIA*
Système de caste en Inde ou ailleurs, racisme dans les sociétés industrielles : le même différentialisme ? Pas exactement.
- 36 HISTOIRE** — Ben Barka Mehdi, né à Rabat. *MARIETTE HUBERT*
Il y a vingt ans, les papys de la DGSE assassinaient le leader tiers-mondiste.

VOUS

- 38** — Votre courrier, des jeux, des petites annonces, l'agenda.



Le monde dans tous ses Etats

Une approche à la fois politique, stratégique, géographique, économique et sociale des 171 Etats de la planète en 121 articles, 200 tableaux, 80 bibliographies, 42 cartes, entièrement renouvelés et actualisés. Et, dans l'édition 85, le point sur les questions démographiques. Relié, 640 pages, 118 francs.

CONCOURS : à l'occasion de la sortie de *L'Etat du monde 1985*, un concours doté de nombreux prix est organisé. Les bulletins sont disponibles chez votre libraire. Premier prix : un séjour pour deux personnes au Burkina Faso, au Sri Lanka ou à New York.



Editions
La
Découverte

MANHATTAN TRANSFER

EDITORIAL

GUIGNOL

■ Bonjour les p'tits nenfants, ça va ça va ? C'est moi, le gendarme-para qui tape sur les zimigrés avec mon bâton. Vous me reconnaissez ?

Ouh-ouh-ouh, font les enfants.

– Bonjour les p'tits nenfants, c'est moi, le journaliste. Où il est encore le gendarme-para que je le fasse parler ?

Derrière toi, crient les enfants.

– Ah te voilà, gendarme-para. Et d'abord, qu'est-ce que tu vas leur faire aux zimigrés avec ton bâton quand tu seras député ?

– Je vais tous les renvoyer en leur donnant des coups avec mon bâton.

Hou !, hou !, hou !, font les enfants.

– Et pourquoi tu vas faire ça ?

– Parce qu'ils coûtent des sous, et puis ils mangent les p'tits nenfants.

– Ah !, ah !, fait le journaliste.

Dis-lui que c'est pas vrai, hurlent les enfants.

– Ah non non non, les p'tits nenfants, moi, je lui réponds pas, je dois juste le faire parler et lui faire dire des bêtises.

Va chercher quelqu'un pour lui répondre, hurlent les enfants, qui commencent à l'avoir mauvaise.

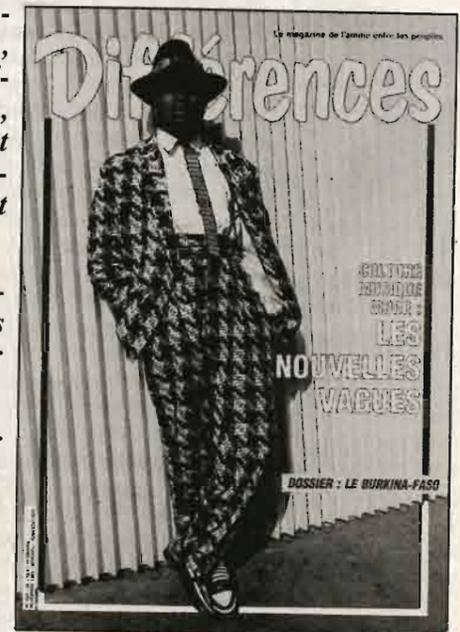
– Ah non !, non, non, dit le journaliste, ça serait pas drôle. C'est plus rigolo quand il parle tout seul à tout le monde.

– Ah, vous voyez, fait le gendarme-para. Et tant que j'y suis, les zimigrés ils sont dix-sept milliards ici, et ils font des nenfants, et danger pour la France, et coups de bâtons sur toi le journaliste, et pan, et pan, et pan, et voilà.

Aie ! Aie ! Aie !, fait le journaliste en quittant la scène sous les huées des enfants qui crient : Encore, para, encore du bâton.

Sauf Ahmed qui se tortille sur sa chaise au dernier rang en se demandant s'il ne va pas se faire lyncher à la sortie. □

Différences



— Traditions —

HOMMES ET FEMMES DU MZAB

Vingt-trois ans d'indépendance pour l'Algérie.
Pour fêter ça, voici une petite promenade
aux portes du désert, dans le Mzab légendaire.

Ghardaïa, octobre 1985.
Le Mzab est, pour une femme occidentale, une épreuve difficile. Encore plus difficile si elle aborde cette entité culturelle avec le respect qui lui est dû, s'interdisant tout jugement hâtif sur un mode de vie qui n'a guère changé depuis des siècles. La plupart des villes constituant l'heptapole du Mzab ont été fondées en effet au II^e siècle par les Ibadhites, après une longue épopée au Maghreb (Abdallah Ibn Ibad ayant donné son nom à cette branche schismatique de l'Islam). En revanche, la ville sainte de Beni-Isguen aurait été fondée seulement en 1321. Beaucoup plus récentes, les villes de Guerrara et Berriane, sont aussi très éloignées de l'oued Mzab. La sobre beauté de l'architecture, la luminosité exceptionnelle, les palmeraies luxuriantes et fraîches : tout concourt à faire de cette région une harmonie paradisiaque à première vue... Pour la femme mozabite, qui, selon le principe islamique « ne doit voir que le ciel et les quatre murs de sa maison », l'horizon est très limité, comme dans maints autres lieux du Maghreb ou d'ailleurs. En dépit d'une évolution certaine qui entraîne lentement, mais sûrement, les adolescentes vers les bancs du lycée, l'autorité paternelle ou, simplement, le poids de la tradition les conduit encore, une fois leur scolarité terminée, à accepter de



prendre pour époux un homme qu'elles n'ont jamais vu...

Certes, il doit y avoir derrière ces murs blancs des bonheurs paisibles, mais combien de frustrations, de chagrins et de renoncements ? C'est précisément dans ces cas que l'inégalité des chances est flagrante entre la femme et l'homme du Mzab, puisque celui-ci pourra trouver très facilement des compensations à un couple décevant, tant par sa vie professionnelle que par ses voyages et les rencontres agréables qui en découlent.

Une dure loterie

Pour la très jeune fille, le mariage reste le plus souvent une dure loterie, sans échappatoire possible en cas d'insuccès. Cependant, pour l'homme mozabite, tout n'est pas si simple. Il est certes apparemment bénéficiaire d'une répartition des rôles très avantageuse, mais il est aussi un peu victime d'un

système patriarcal, qui, pour assurer la pérennité, veut ignorer les désirs personnels. La notion d'épanouissement individuel est à peine concevable face à la volonté farouche de perpétuer un mode de vie séculaire (intégrant un certain confort moderne) qui est, il faut le dire, très sécurisant. L'environnement affectif de plusieurs générations au sein de la famille, la vie quotidienne balisée de rites chaleureux et la solidarité de la communauté sont autant de repères positifs permettant au jeune mozabite d'acquiescer une conscience très claire de son identité. Terriblement attachés à leur vallée, ils sont nombreux à « revenir toujours comme le saumon qui remonte aux sources de sa naissance » (1)

Certains, cependant, après des années d'errance plus ou moins studieuse, rêvant d'un couple librement choisi de part et d'autre, s'attardent dans un célibat mal accepté par l'entourage. Combien de temps résisteront-ils au harcèlement familial, adroitement enrobé de chantage affectif, à la pression culpabilisante du groupe pour les faire rentrer dans le rang ? Cela dépendra de leur énergie. Tradition et avancées au Mzab : une belle carte postale de l'Algérie d'aujourd'hui. □

Ch. JARLAN

(1) Claude Pavard dans *Lumières du M'Zab*.

28 septembre :
Nordine Mechta devait
avoir 23 ans deux
jours après. Les
videurs du West Side
Club de Lyon en ont
décidé autrement.

Nordine est arabe et c'est un crime qui pardonne peu au sortir ou à l'entrée des boîtes et bars lyonnais. Il n'était pourtant pas très fort, 1,60 m, peu bagarreur. Il aura eu le malheur de venir demander des comptes à deux videurs qui frappaient un peu trop fort son copain, si fort qu'ils l'ont balancé dans le Rhône. Les protestations de Nordine se sont terminées par une course-poursuite dans les rues de Lyon et un massacre dans une allée. Nordine s'écroule, il est poignardé dans le dos. A cinq cents mètres de leur poste, des videurs ont tué un gosse.

Ils auront du mal à faire croire que, si loin du dancing,



Nordine Mechta, assassiné un samedi soir.

— Lyon —

DES VIDEURS QUI TUENT

ils agissaient pour des questions de sécurité. Nordine est mort dans une mare de sang et les deux assassins sont retournés tranquillement au travail devant les portes du West Side, dix minutes plus tard.

« C'est du fascisme et c'est super... » C'est la déclaration brillante que feront les meurtriers de Lyon, absolument pas gênés par la multitude de témoins. C'est vrai que, en France, il devient nettement moins dangereux d'être raciste qu'arabe, faut savoir choisir son camp.

Face à cette situation, la communauté lyonnaise s'est organisée. En sept jours, elle faisait descendre quelque trois mille jeunes dans la rue. Il pleuvait beaucoup sur Lyon, mais c'est un flot de jeunes survoltés, malades d'intolérance qui a défilé le samedi suivant dans les rues sombres. Un service d'ordre ultra-organisé contenait difficilement des jeunes pour qui la coupe était pleine. Ils sont décidés à porter plainte, non

seulement contre Perrier, le patron de la Sécuridog, employeur des assassins, mais aussi contre Pommier, le patron du West Side Club. Ils étaient bien peu nombreux, les Arabes au West Side, et si le patron de cette boîte ne porte qu'une responsabilité indirecte dans ce meurtre, il semble, somme toute, tout à fait satisfait de la Sécuridog qu'il continue d'employer.

Personne, en France, n'oblige pourtant les sociétés de gardiennage à n'engager que des bêtes à tuer. Les gens que l'on prend le plus facilement pour ce genre de travaux sont des anciens légionnaires, des criminels de droit commun, agents expulsés de la police pour fautes graves. Ils n'ont aucun droit, mais ils le prennent : vérifications d'identité, ports d'armes, expulsions arbitraires et bagarres sanglantes qui vont parfois jusqu'au meurtre, le meurtre tranquille d'un jeune homme.

Bernard ABOUAF

Les ATELIERS du PRESOIR

CREATIONS EN BOIS



Jouets
Cadeaux
Matériel
pédagogique

Des matériels qui concrétisent une expérience pédagogique, créés et fabriqués en France.
Des idées qui fonctionnent.
Des formes différentes.
Un matériau : le Bois.

Catalogues, tarifs et commandes :
28, rue Aristide Briand - 77770 CHARTRETTES - Tél. : (6) 069.51.17

C'est reparti pour Le Pen, qui fait, à grand fracas, sa rentrée sur les ondes. Avec un nouveau gadget : la déchéance de nationalité française, avec effet rétroactif

LES DÉCHUS DU LEPÉNISME

troactivité –
– Danger, ré

A lors que la gauche au pouvoir discute toujours de la participation des immigrés aux élections locales, les partis de droite semblent s'être mis d'accord sur une réforme du Code de nationalité française : tous réclament la suppression des procédures automatiques d'accès à la nationalité française, arguant du fait que celle-ci doit être un acte d'adhésion à une patrie.

Cette revendication n'est pas nouvelle dans le discours du Front national ; il y a un an, **National Hebdo** dénonçait l'article 23, accordant la nationalité française à tout enfant « légitime ou naturel, né en France, lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né » (1), ainsi que l'article 44 stipulant que « tout individu né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si à cette date il a en France sa résidence ».

C'est, toujours selon **National Hebdo**, grâce à ces deux articles que « les étrangers titulaires de la nationalité française » (sic) échappent aux statistiques du gouvernement et diminuent d'autant le nombre des immigrés qui dépassent comme chacun sait, les six millions ! On nous explique aussi qu'il n'y a pas lieu de chercher plus loin les causes de « la dégénérescence du sentiment national en France ».

Côté RPR-UDF, la remise en cause d'un texte de loi adopté en 1973, sous la présidence de Pompidou n'est pas sans surprendre. La poussée du Front national y est sans doute pour quelque chose. Ainsi, M. Claude Labbé

lance en ouverture des Journées parlementaires du RPR : « Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'être dépassés sur notre droite, simplement parce que la gauche a engendré des exaspérations. »

Pour « réviser » l'article 23 qu'ils contestent, comment s'y prendraient le RPR et le Front national ? Supprimer l'automatisme contenu dans l'article 23 exigerait une clause restrictive, visant les anciennes colonies : l'Algérie ne serait plus considérée comme ayant fait partie de la France... Quant à l'article 44 (dont l'automatisme n'est pas aussi fatal qu'on veut nous le faire croire, puisque les jeunes immigrés ont la faculté de la décliner dans l'année précédant leur majorité), M. Alain Mayoud, député (UDF) du Rhône, suggère dans une proposition de loi (2), de le reformuler en insistant sur le caractère volontaire de cette demande qu'il ne serait possible de formuler qu'entre 0 et 19 ans.

Quelle peut bien être la portée d'une telle mesure ? Selon M. Gérard Fuchs, président de l'Office national pour l'immigration,

les articles 23 et 24 n'auraient « produits » respectivement, que 27 000 et 37 000 nationalités françaises. Dans ce cas, même si ces chiffres sont contestés à droite, cette mesure, qui est sûrement facile et ne coûte rien, serait au moins inutile, sinon dangereuse pour les libertés, car qui serait chargé d'examiner ces demandes et selon quels critères ?

Rien n'est dit en outre sur les procédures qui sont envisagées. Le Front national est le

seul à avoir précisé dans le détail les articles qu'il comptait réformer, sinon abolir, à la suite d'une polémique suscitée par les propos hasardeux tenus par Jean-Pierre Stirbois au cours d'un dîner-débat, en juin dans le Val-d'Oise. Critiquant les « naturalisations massives » auxquelles procéderait le gouvernement, il aurait déclaré : « Les gens qui sont aujourd'hui français par naturalisation ne le seront peut-être plus après l'arrivée de la droite au pouvoir, parce



Alger 1958 : Le Pen et son ami Demarquet.

qu'ils ne satisferont plus aux exigences avec effets rétroactifs que nous édicterons. » Cela n'est évidemment pas sans rappeler les mesures prises par le gouvernement de Vichy, en particulier les lois relatives à « la procédure de déchéance de la qualité de Français » et à « la révision des naturalisations ».

Invité par Serge de Beketch, rédacteur en chef de **Minute**, à s'expliquer, J.-P. Stirbois, après avoir nié l'authenticité de ce propos, a exposé la doctrine du Front national en la matière. Parce que l'accession « à la nationalité française est un honneur qui doit être mérité », il faut supprimer le cas d'accession automatique à la nationalité française, c'est-à-dire, outre l'article 23, les articles 44 à 58, qui forment un même ensemble, mais aussi les articles 37-I à 42 permettant d'accéder à la nationalité française en raison du mariage, ainsi que les articles 153 et 157 qui permettent aux

anciens ressortissants des anciennes colonies françaises de retrouver la nationalité française. Ces deux derniers groupes d'articles ne relèvent pourtant pas des procédures « automatiques », puisque le (ou la) marié(e) doit faire une déclaration, qui peut être rejetée, avant d'obtenir sa nationalisation. Derrière la volonté affichée d'empêcher « les mariages blancs qui facilitent l'installation chez nous d'agents subversifs », ne s'agit-il pas de réduire les mariages mixtes tout simplement au nom de la « préférence nationale » ?

Conditions morales
On peut être porté à le croire, puisque dans un second volet des mesures, J.-P. Stirbois préconise une application plus stricte de la législation, en insistant sur l'article 113 qui réprime ceux qui prêtent leur concours pour faciliter la naturalisation d'un étranger en échange d'une promesse ou d'une rétribution. Il entend bien, en outre, que les candidats à la naturalisation satisfassent aux conditions morales et aux conditions d'assimilation prévues par les articles 68 et 69 : les candidats devront-ils être incollables à la dictée de Mérimée ?

L'arbitraire culmine dans la proposition du Front national sur la binationalité. Partant du principe qu'« on

peut difficilement être fidèle à deux patries », il affirme qu'« il faut placer les binationaux devant l'obligation du choix ». Fort bien. S'agit-il de tous les binationaux ? Non, bien sûr... J.-P. Stirbois ne voit que des binationaux franco-maghrébins ; des franco-britanniques, il n'est fait nulle mention.

Quant à la prétendue « rétroactivité », c'est une invention de journaliste. J.-P. Stirbois ne réclame que la stricte application des articles 96, 97, 98, 99 et 112, traitant de la perte et de la déchéance de la nationalité française ; il aurait seulement préjugé un peu vite des résultats de cette stricte application.

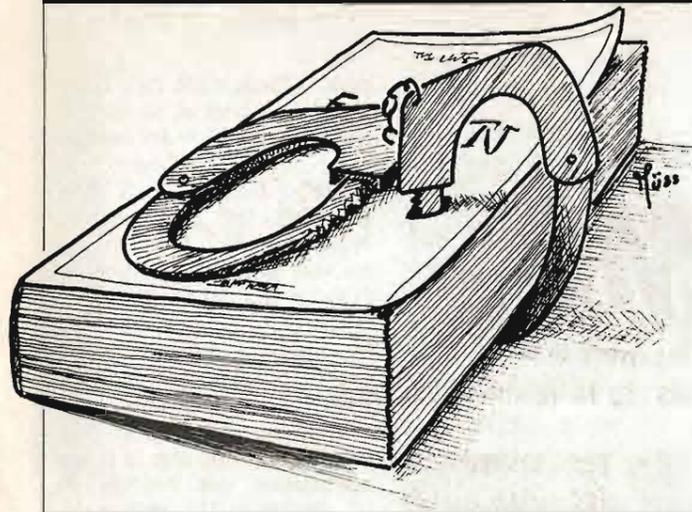
La surenchère n'est, hélas, pas terminée puisque, le 21 septembre, Jean-Marie Le Pen, devant les cadres de son parti, affirmait vouloir élargir les possibilités de perte et de déchéance...

S'il est inquiétant de voir une fois de plus la droite parlementaire emboîter le pas au Front national et faire sienne cette logique d'exclusion, il est tout aussi paradoxal de constater que la même droite fait de la déréglementation, en matière économique, son principal cheval de bataille pour les élections à venir, et cherche à limiter la liberté des hommes. Le titre unique de séjour, valable dix ans et renouvelable de plein droit, adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale, le 25 mai 1984, vise à l'insertion des immigrés dans la société française, puisqu'il lève théoriquement toute menace de non-renouvellement. Que deviendrait cette insertion si l'accession à la nationalité française n'était plus qu'un lointain espoir ? □

MARCEL DURAND

(1) C'est notamment le cas des jeunes Algériens nés en France après le 1^{er} janvier 1963 et dont les parents avaient vu le jour en Algérie française, mais étaient devenus algériens au moment de l'Indépendance.

(2) Il suggère de fixer la règle suivante : « L'enfant né en France de parents étrangers peut, pendant sa minorité et l'année qui suit son accession à la majorité au regard de la loi française, réclamer la nationalité française par déclaration (...). »



DEMANDEZ LE PROGRAMME

Le Front national aime à dénoncer les affaires crapuleuses, mais de préférence ailleurs que chez lui.

■ Un candidat du FN aux cantonales à Beauville, près d'Agen, M. Michel Chirat, a été arrêté et écroué le 26 janvier 1985 pour agression sur des personnes âgées, M. et Mme Carat, tout deux sympathisants du FN. Ces derniers n'en voudront d'ailleurs pas au FN. Ils continueront à voter pour un homme qui s'élève tant contre l'insécurité des personnes âgées. □ (Libération des 29 et 31-1-1985)

■ Le samedi 9 mars 1985, la veille du premier tour des cantonales, une explosion détruisait la Maison des Pieds noirs de Béziers. Le 13 mars 1985, on découvrait que c'était le leader local du FN qui avait posé la bombe, Serge Lopez. Il précisa que son idée était de créer un climat de tension et de pousser ainsi les rapatriés à voter pour les candidats du FN ! □ (Midi Libre des 10 et 13-3-85)

■ Fin mars 1985, Angéline Nieddu, militant CGT, animateur du comité de chômeurs de Nouzouville et secrétaire de l'union locale CGT de Charleville a été violemment frappé à la tête par le propriétaire d'un garage, M. Massionnier, candidat du FN aux dernières élections, à la suite d'une discussion un peu vive. □ (Rouge, 29-3-1985)

■ Début avril 1985, Philippe Lescène, candidat du FN au 5^e canton du Havre, est inculpé « d'escroquerie et d'abus de confiance ». Il était employé par une société de recouvrement de fonds et de créances impayées à qui il a détourné des fonds, aidé d'un complice. □ (Paris Normandie, 10-4-1985)

■ Le 30 avril 1985, Pierre Sbraire, Marc Mazure et Jacques Pipet ont été arrêtés par la police à l'entrée d'un meeting de la LCR. Ils s'y promenaient des grenades pleines les poches. Comme d'habitude, le FN a lâché ses militants. □ (Le Matin, 16-4-1985)

■ Le 7 mai, des colleurs d'affiches du FN ont tiré plusieurs coups de feu sur un groupe de jeunes dans le quartier nord de Marseille sans faire de victimes. Les

jeunes gens agressés sortaient d'une réunion de l'ADEC (Association pour l'égalité des droits et de la cohabitation). □ (Le Matin, 10-5-1985)

■ Le 5 avril 1985 à Grand-Quevilly, un militant du FN a tiré sur un autre militant du FN. Ce dernier, Sylvain Firmin aurait réveillé le premier, Olivier Delalande, en tapant violemment sur ses volets. Il y a vraiment de mauvais coucheurs au FN. □ (Paris Normandie, 6-4-1985)

■ Abdou Ghaoui, responsable S.O.S. Racisme en Aquitaine, aurait été agressé au cours d'une fête privée par un membre du FNJ. Ce dernier n'a pas été identifié, bien qu'il ait affirmé être le fils d'un responsable du FN à Bordeaux... □ (Libération, 13-5-1985)

■ A Valence, en une nuit, cinq militants ou sympathisants du FN ont barbouillé une douzaine de magasins de slogans pro-arabes et antifrançais. Même le siège du FN y est passé. Les cinq barbouilleurs, Michel Ficher, Frédéric Delange, Eric Bonnefoy, Michel Terrier, Thierry Beloud, ont été inculpés pour provocation à la haine raciale. Le FN de la Drôme dément l'appartenance des inculpés au FN, contrairement à Daniel Colas, candidat FN aux cantonales de Valence qui assure que ces derniers étaient tous militants du mouvement. □ (Le Matin, 23-5-1985, Le Dauphiné Libéré, 23-5-85, Le Monde, 24-5-1985)

■ Le 2 mars 1985, à Thiers, Robert Roche, militant FN, a été trouvé porteur d'un manche de hache et d'une bombe lacrymogène. Il a été condamné à 15 jours d'emprisonnement avec sursis. □ (Rivarol, 25-5-85)

■ Le 5 juin 1985, Patrick Duperron, 35 ans, et Martial Darc, 25 ans, étaient inculpés de « provocation à la discrimination, à la violence et à la haine raciale », pour un tract distribué le 11 mars 1983 à Dreux. Les deux inculpés ont déclaré avoir agi sur ordre du FN. Ce que dément J.-P. Stirbois. □ (Le Matin, 6-6-85)

■ A Quimper, un lycéen de 17 ans, arborant le badge du FN, « Touche pas à mon peuple », a tiré sur un autre lycéen avec un pistolet à grenaille, le blessant au visage et à l'abdomen. □ (Le Monde, 23-5-85)

■ Quatre membres du FN ont été écroués après le plasticage du local du PC d'Annemasse dans la nuit du 19 au 20 juin 1985. Il s'agit de Jean-Pierre Châtelain, Georges Bonnaz, Jean Geimel, Patrick Gayral, tous les quatre d'abord impliqués dans le plasticage d'un restaurant, concurrence gênante pour Jean Geimel. Au cours des perquisitions, des détonateurs et des bâtons de dynamite, identiques à ceux trouvés sur les lieux de l'attentat du local du PC, ont été retrouvés chez Patrick Gayral. Un autre membre du FN a également été arrêté : Jean-Luc Paulme, impliqué dans l'attentat contre le local du PC. Pour une fois les responsables départementaux du FN ont reconnu l'appartenance des trois hommes au FN. □ (Le Monde des 14, 15 et 17-7-1985, Le Figaro, 10-7-1985)

■ En août 1985, Bernard Dumas, ancien candidat du FN aux élections cantonales, a essayé de s'approprier le château d'une sympathisante... □ (Le Matin, 22-8-1985)

■ L'ancien candidat du FN aux cantonales de Sarcelles Nord-Est est en prison. Daniel Cousin, 44 ans, entrepreneur de menuiserie a été inculpé, le 25 septembre, de tentative d'homicide volontaire, pour avoir tiré un coup de feu contre un ressortissant maghrébin à Saint-Brice-la-Forêt. Les faits remontent au 22 septembre. □ (La Gazette du Val-d'Oise, 2-10-1985)

GERMAINE DUPONT

PRÉJUGÉS

« LE FEMINISME, C'EST FINI ! »

C'est du moins ce que disent les hommes, et pas mal de femmes. Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, répond.



Yvette Roudy.
« Les mentalités évoluent lentement, mais... »

LA Conférence internationale de Nairobi qui clôturait la décennie des Nations unies pour la femme nous a permis de mesurer le chemin parcouru depuis 1975.

Quelles conclusions en tirer ? Tout d'abord disons qu'au regard des siècles de discriminations subies par les femmes, dix ans, c'est encore trop peu, la tâche à poursuivre est immense car l'égalité ne se décrète pas. Ensuite, il faut savoir qu'en matière des droits de la femme comme dans celui des libertés, rien n'est jamais définitivement acquis. Ainsi la persistance du racisme, cette plaie dont l'humanité a tant de mal à se guérir.

Les mentalités évoluent très lentement, on le sait, mais hommes et femmes vivent ensemble et les premiers doivent tenir compte du changement des secondes. Aujourd'hui les femmes ne se limitent plus à certains rôles que la société leur imposait. Près de 70 % des femmes entre 25 et 55 ans travaillent et leur nombre ne cesse d'augmenter. Nous assistons depuis quelques années à une formidable prise de conscience, les femmes veulent acquérir les mêmes responsabilités que les hommes, cumuler vie sociale et vie privée. Bien sûr, il reste du chemin à parcourir, le chômage des femmes particulièrement est beaucoup trop élevé. Les femmes assument l'essentiel des tâches quoti-

diennes de la vie familiale, de l'éducation des enfants. Elles sont donc moins disponibles pour des postes de responsabilité dans les formations, dans la vie militante, syndicale ou politique. Effectivement, on parle moins de libération de la femme ; aujourd'hui, le féminisme a pris une forme différente, les formes de revendication et de contestation ont évolué, nous sommes passés à un stade de construction. Les grands principes du féminisme sont intégrés par la majorité des jeunes femmes. Il reste pourtant encore bien des bastions à conquérir notamment dans le champ de la création.

Les femmes demandent la même autonomie, la même

dignité, bref, les mêmes droits que les hommes. Égalité des chances ne signifie pas similitude, et surtout pas que l'on prenne le rôle masculin pour seul modèle. Simplement, nous vivons ensemble et vivre en harmonie suppose un respect réciproque et donc des rapports qui ne soient pas fondés sur une hiérarchie où l'un doit forcément dominer l'autre. La plus grande victoire remportée par les femmes depuis dix ans a représenté pour elles un changement considérable. Il s'agit de la liberté de disposer de leur corps, la liberté de décider et de choisir la venue d'un enfant. Cette évolution est intervenue progressivement avec la contraception, la légalisa-

tion de l'avortement, puis son remboursement par la Sécurité sociale. La première action de mon ministère a été de lancer une campagne d'information sur la contraception et je n'hésite pas à dire que cette campagne a été un véritable choc culturel. Pour la première fois, des spots télévisés ont abordé ce sujet. Depuis quelques années, on assiste, surtout chez les jeunes femmes à une formidable prise de conscience, elles veulent travailler, acquérir des responsabilités, se réaliser dans une carrière mais également fonder une famille, avoir des enfants. Ces exigences étaient inconciliables. Je travaille pour que les femmes puissent allier vie professionnelle et vie familiale, pour un meilleur partage des responsabilités. Pourtant il reste des domaines où le chemin à parcourir est encore long et je pense au monde de la politique. Voici un terrain sur lequel il faut lutter pied à pied tous les jours. Il m'arrive de dire que les hommes cèdent plus facilement leur place aux femmes dans un autobus que sur les bancs d'une assemblée d'élus. Et ce qui se passe pour les législatives illustre bien ces difficultés. Force est de constater que les hommes « tolèrent » les femmes au pouvoir à condition qu'elles ne poussent pas trop loin le désir de changement.

Propos recueillis par
DOLORES ALOIA

La Goutte d'or

Laisser les immeubles se dégrader pendant quelques dizaines d'années. Développer une rumeur les présentant comme un repaire de brigands. Se présenter ensuite comme l'ardent défenseur de l'hygiène et de la sécurité. Nettoyer le tout, et servir chaud les nouveaux logements, débarrassés de leurs anciens occupants.

COMMENT DETRUIRE UN QUARTIER

A l'extérieur, on a souvent une image déformée de ce quartier du 18^e arrondissement de Paris. Au mieux, un ghetto, au pire, un coupe-gorge. Ni Brixton ni Harlem, c'est un village aux mille et une parcelles d'Afrique, mais pour combien de temps encore ? La rénovation rampante a commencé son œuvre destructrice. Les grands travaux sont pour 1986, mais les premiers coups de pioche ont déjà été donnés pour la construction du futur commissariat.

En octobre dernier, la commission d'enquête d'utilité publique rendait – sans surprise – un verdict favorable à l'opération de rénovation. Un mois plus tard, la seule pharmacie de la rue de la Goutte d'Or tombait sous les coups de butoir des bulldozers. Depuis, la spéculation s'est emparée de ce secteur. Le danger se précise : le caractère populaire, pluri-ethnique et multiculturel du quartier est menacé de disparaître. 900 personnes sur les 7 000 concernées ont ex-

primé leur avis au cours de l'enquête. La plupart des habitants craignent de ne pas être relogés sur place. Le secrétaire national du MRAP, fortement attaché à la cohabitation entre Français et immigrés qui caractérise le secteur, demande des « engagements écrits, en vue du relogement sur place de la population actuelle, sans distinction de nationalité ».

Des travaux d'Haussmann aux bulldozers de la rénovation, de l'absinthe au thé à la menthe

Maurice Culot, architecte de l'IFA (Institut français d'architecture), dénonce la précipitation, voire l'absence d'enquête d'architecture constatée dans cette opération, qui, selon lui, « retarde de deux guerres en matière d'urbanisme ». Le patri- moine architectural, sans être comparable à celui du Ma-

rais, n'est pas négligeable. Il subsiste de belles cours de fermes du XVIII^e siècle et les soubassements des anciens moulins de la rue de la Goutte d'Or (autrefois rue des Cinq-Moulins). La villa des Poissonniers, bordée de petites maisons avec jardins, construite en 1820, est promise à la démolition.

La rénovation modifiera plus profondément la physiologie du quartier que ne l'ont fait les travaux d'Haussmann (destruction de la barrière Poissonnière et percement des boulevards Magenta et Barbès). Le coin n'a guère changé depuis l'époque où Zola y situait l'Assommoir. La moitié des logements ont été construits entre 1871 et 1918. 87 % des immeubles tombent sous le coup de la loi de 1948, ce qui explique en partie leur état de délabrement. Les faibles loyers perçus n'incitent guère les propriétaires à effectuer les travaux. Les logements relativement bon marché ont attiré beaucoup d'immigrés dans ce secteur. Un quart de la population de la Goutte

d'or est composée d'étrangers (INSEE), soit le triple de la moyenne nationale. Un chiffre nettement inférieur à la réalité : il faut y ajouter les sans-papiers et les occupants sans titre qui habitent les foyers-hôtels. Selon une enquête effectuée en 1976 par des assistantes sociales, le taux d'étrangers atteindrait les 50 %.

Dans la zone concernée par la rénovation (9 îlots), il oscillerait entre 60 et 75 %. Malgré les rapprochements familiaux, la dominante masculine persiste en raison de la structure particulière de l'habitat du quartier, principalement des hôtels. Mais qu'ils soient résidents en hôtel, locataires ou commerçants, les habitants sont très attachés à leur quartier, comme en témoignent les nombreuses pétitions qui circulent.

La tradition hôtelière de la Goutte d'or ne date pas de l'immigration maghrébine, mais de la fin du XIX^e siècle. Elle s'explique en partie par la proximité des gares du Nord et de l'Est. Les premiers immigrés apparaissent dans ce quartier en 1870. Il s'agissait d'« immigrés de l'intérieur » : Alsaciens et Lorrains fuyant les zones de combat. Parmi eux, Jeanne Weber, plus connue sous le nom de « la Goulue », vint s'établir comme blanchisseuse, rue de la Goutte-d'Or, avant de devenir l'un des modèles préférés de Toulouse-Lautrec. Au début du siècle, les Italiens et les Polonais arrivèrent à leur tour, bientôt suivis par la vague d'immigration algérienne des années vingt. Mohammed Djefal ouvrit le premier café arabe à la Goutte d'or en 1918. Ce militant nationaliste

fut, en 1926, l'un des fondateurs de l'Etoile nord-africaine, première organisation à revendiquer l'indépendance de l'Algérie. La plupart des cafés sont tenus par les Algériens, en raison d'une clause des accords d'Evian. Les Marocains ont recours à des hommes de paille algériens pour obtenir la licence. Les Tunisiens se réservent quant à eux les pâtisseries orientales dont la licence, concernant les boissons sans alcool, est la plus facile à obtenir. Les cafés regroupent les immigrés par douar (*village*). Ils y retrouvent l'atmosphère du pays à travers les conversations, la musique et les dominos. Certains cafés offrent parfois les services d'un traducteur-écrivain public.

Tailleurs sénégalais et bijoutiers juifs

La Goutte d'or ne compte pas moins de 330 commerces, employant 1 500 personnes. Les boucheries musulmanes, au nombre d'une vingtaine, sont la spécialité des Marocains. Les deux plus importantes réalisent un chiffre d'affaires d'un milliard de centimes par an. Les marchands de tissu viennent d'Afrique du Nord, tandis que les tailleurs sont sénégalais. Les bijoutiers sont originaires de la communauté juive de Djerba (Tunis).

Les coiffeurs « afro », certains restaurants et magasins d'épices sont du domaine des Antillais. Les rares commerces tenus par des Européens (pharmacies, marchands de journaux, banques et auto-écoles) tendent à dis-

paraître. L'économie de la Goutte d'or, dans son ensemble, reste archaïque : circuits de distribution traditionnels, ignorance du chèque et de la publicité. Le quartier approvisionne la population immigrée de Paris et des environs. En fin de semaine, on y vient de cent kilomètres à la ronde, pour y faire son marché, s'y distraire, y consulter le marabout et se recueillir dans une des deux mosquées. Certains habitants craignent que la rénovation ne vise pas seulement l'amélioration de l'habitat. Un militant d'une organisation de soutien aux travailleurs immigrés estime qu'on cherche « à exécuter une opération de nettoyage et de reconquête ». La rafle de l'hiver dernier semble confirmer ses dires. Les huit cents interpellations pratiquées ce jour-là ont abouti à vingt-cinq inculpations, dont treize seulement pour infraction à la législation des étrangers : un résultat bien inférieur à la réputation de la Goutte d'or.

La prostitution a pratiquement disparu depuis la fermeture des maisons d'abattage en 1978, même si elle se pratique de façon plus sordide dans des immeubles abandonnés. S'il est vrai que les dealers, expulsés de l'îlot Chalon, ont trouvé refuge à Barbès, la Goutte d'or n'est pas plus le quartier de la drogue que Belleville, les Halles ou Saint-Michel. Restent les jeux : bonneteau et tchic-tchic s'y pratiquent plus que partout ailleurs, et le « marché aux voleurs », près du métro aérien, est très actif. Faut-il pour autant parler de coupe-gorge ? Comme le dit si bien un commerçant, signataire de « l'appel des cent », sorte de livre d'or du quartier : « C'est le mélange de nos cultures qui donne à notre quartier son originalité et sa richesse et en fait un lieu vivant dans la tradition du Paris populaire. » La rénovation, telle qu'elle se prépare, laisse craindre des dommages irréparables déjà commis à Belleville et ailleurs. □

JOHN SUTTON



Un quartier populaire, pluri-ethnique et bien vivant.



Là où le Maghreb cohabite avec l'Afrique...

LA GOUTTE D'OR, C'EST SON NOM

Les historiens divergent quant à l'origine du nom Goutte d'or. Pour certains, il s'agirait d'un vin très célèbre au Moyen Age, dont on offrirait quatre tonneaux au roi de France à chaque anniversaire de son couronnement. Selon d'autres, ce nom trouve son origine dans l'enseigne d'un cabaret du quartier, au XVIII^e siècle. Les deux versions s'accordent au moins sur un point : c'est bien au jus de la treille que le quartier doit son nom. □

MORATOIRE

Pour stopper la fuite des capitaux, Pretoria suspend tous les transferts financiers vers l'étranger et annonce un moratoire de quatre mois environ sur le remboursement des douze milliards de sa dette extérieure à moins d'un an. Plusieurs banques américaines et européennes se disent prêtes à suspendre les lignes de crédit à court terme prévues pour les opérations commerciales avec l'Afrique du Sud (1^{er} septembre).

BARRAGE

Le Conseil des ministres israélien s'engage à renforcer la présence de l'armée et de la police dans les territoires occupés pour faire barrage aux Palestiniens (8 septembre).

LIBERATION

Les cent dix-neuf Libanais détenus au camp d'Atlit, en Israël, sont maintenant libérés (10 septembre).

ETAT DE SIEGE

Le président bolivien, Paz Estenssoro, décrète l'état de siège afin de casser la grève générale déclenchée depuis le 14 septembre par la Centrale ouvrière bolivienne (COB) pour protester contre le programme d'austérité adopté fin août (19 septembre).

SEISME

Un très violent séisme fait au moins dix mille morts au Mexique. Les critères de construction non respectés semblent être une des causes du nombre élevé de victimes (19-21 septembre).

VISITE

M. Jean-Michel Baylet effectue une visite officielle en Albanie. C'est le premier voyage d'un membre du gouvernement français depuis 1946 (10-12 septembre).

NORD-SUD

Les gouvernements de Séoul et de Pyongyang des deux Corées donnent le feu vert à une cinquantaine de familles séparées depuis 1950 par la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud pour leurs premières rencontres (20-23 septembre).

MORTS

Axel Springer, créateur du vaste empire de presse d'Allemagne s'est éteint (22 septembre). Simone Signoret, comédienne et écrivain est décédée. Des milliers de personnes assistent le 1^{er} octobre à ses obsèques au Père-Lachaise à Paris (30 septembre).

CONTACTS

Des représentants des milieux d'affaires rentrent en contact en Zambie avec plusieurs respon-

sables du Congrès national africain (ANC). Le raciste Botha, qui accentue la violence dans les cités noires, affiche son hostilité à ces rencontres (13 septembre).

RUPTURE

Suite à l'expulsion de Libye depuis le mois d'août de plus de 30 000 travailleurs tunisiens - sur un total de 90 000 - Tunis décide de rompre ses relations diplomatiques avec Tripoli (26 septembre).

MISE EN GARDE

Quatre Soviétiques, dont trois diplomates, sont enlevés à Beyrouth. Leurs ravisseurs menacent de les exécuter si « Moscou ne fait pas pression pour arrêter le génocide des Musulmans dans le nord du Liban » (30 septembre).

ECHEC

François Mitterrand se rend à Mururoa, fait escale en Guyane, où il rencontre les élus locaux, et assiste à Kourou au quinzième lancement de la fusée européenne Ariane, un échec (13 septembre).

AUX URNES

80,62 % des électeurs votent aux élections régionales en Nouvelle-Calédonie. Les anti-indépendantistes remportent 60,84 % des voix, contre 35,18 % aux partisans de l'indépendance. Le RPCR gagne 25 des 46 sièges au Congrès du territoire, mais le FLNKS est majoritaire dans le nord (6 sièges sur 9), dans le centre (5 sièges sur 9) et aux îles Loyauté (4 sièges sur 7) (29 septembre).

ASSASSINAT

Quatre réfugiés basques sont assassinés à Bayonne. Les deux meurtriers sont arrêtés. Le GAL revendique l'attentat (25-27 septembre).

ENCORE KHARG

Les enlèvements de pétrole au terminal pétrolier de l'île de Kharg cessent en raison des dégâts occasionnés par les bombardements irakiens. Entre le 15 août et le 29 septembre, l'aviation irakienne lance seize raids contre Kharg (24-30 septembre).

PING-PONG

A la suite de la défection d'un responsable du KBG en Grande-Bretagne, Londres expulse vingt-cinq Soviétiques pour espionnage. Moscou décide le renvoi du même nombre de Britan-

niques. Mais le ping-pong ne s'arrête pas là. Les Anglais refoulent six autres Soviétiques et les Russes en font autant. Quel échange ! (12-18 septembre).

FEU

Un agent tunisien de sécurité ouvre le feu sur un groupe de personnes, dont plusieurs juifs, sur l'île de Djerba. On déplore un mort et plusieurs blessés (8 octobre).

INTERDITE

Les services vétérinaires de la région de Vitry (dans le Val-de-Marne) diagnostiquent une quarantaine de cas de trichinose, maladie parasitaire causée par la consommation de viande infectée par un ver (*Trichinella spiralis*). Il est difficile pour l'instant de repérer le cheval responsable parmi les lots de certaines boucheries chevalines de Vitry, provenant de Pologne, d'Allemagne, d'Irlande et du Canada. L'importation de viande de cheval est provisoirement interdite par le ministre de l'Agriculture (8 octobre).

COMMANDO

Trois studios du village de vacances de Souraïde (Pays basque) sont incendiés par un commando armé (5-6 octobre).

PROTESTATION

Iulia Jercan, 27 ans, tente depuis 1981 d'obtenir l'autorisation de quitter la Roumanie pour épouser son fiancé français, Pierre Blondeau, enseignant dans la région parisienne. Mlle Jercan fait une grève de la faim. Et Martin Malvy, secrétaire d'Etat français à l'Energie, écourte sa visite en Roumanie en signe de protestation, « n'ayant pu obtenir satisfaction sur un sujet », celui de Jercan et Blondeau (5 octobre).

PAS D'ODEUR

On écoute la musique de Manitas de Plata, un gitan des Saintes-Maries-de-la-Mer à la fête de l'Humanité et à la fête de la Rose. où Laurent Fabius lui serre la main. Le gitan Manitas accepte de serrer celle de Le Pen. En chantant à la fête du Front national en octobre, Manitas de Plata semble considérer que l'argent n'a pas d'odeur (20 octobre).

DETOURNEMENT

Un commando palestinien s'empare du paquebot de croisière italien. *Achille-Lauro*, au large des côtes égyptiennes entre Alexandrie et Port-Saïd. Yasser



1^{er} octobre 85 : le quartier général de l'OLP, près de Tunis, est détruit par un raid israélien.

Arafat, chef de l'OLP, condamne en termes énergiques cette opération revendiquée par le FLP (Front de libération de la Palestine). Les milieux proches d'Arafat imputent cette action à des « éléments pro-syriens et libyens » (7 octobre).

SECOURS

Grâce aux fonds alloués par le Secours populaire français, les médecins de cette association, envoyés spéciaux quelques heures après le tremblement de terre au Mexique, distribuent sur place plus de 4 000 couvertures, 1 500 duvets, 162 lits de camp, 92 lits de crèche, 500 lampes électriques, 200 piles et les pastilles nécessaires pour épurer 20 millions de litres d'eau (26-29 septembre).

APARTHEID

On organise une grande manifestation « Six heures contre l'apartheid », de 17 heures à 23 heures, devant l'ambassade d'Afrique du Sud avec spectacle, stands, défilé de personnalités (11 octobre).

RENCONTRE

Suite à la demande du MRAP adressée à M. Gorbatchev, ses dirigeants ont été reçus, au nom du Secrétaire général du PCUS, par M. Leonid Zamiatine, ambassadeur.

Un échange de vues prolongé a eu lieu sur les diverses préoccupations exprimées par le MRAP : les conditions dans lesquelles s'exercent les activités religieuses et culturelles des citoyens juifs en Union soviétique ; les difficultés rencontrées par ceux qui manifestent le désir d'émigrer vers Israël ; certaines formes choquantes que prend parfois la lutte contre l'idéologie sioniste.

M. Leonid Zamiatine a accepté le principe d'une table ronde consacrée à ces questions sous l'égide de la revue *Différences* (4 octobre).

Réalise par MAHAMOUD AHMED WADAANE

25 septembre : un commando de Palestiniens assassine froidement trois touristes israéliens sur leur bateau de plaisance, dans le port de Larnaca, à Chypre. Ils se rendent et sont arrêtés.

1^{er} octobre : un raid de l'armée de l'air israélienne, avec la complicité probable de l'armée américaine, bombarde le quartier général palestinien à Tunis, faisant une cinquantaine de victimes dont de nombreux Tunisiens étrangers à l'organisation.

7 octobre : un commando palestinien, probablement téléguidé par Aboul Abbas, un proche d'Arafat, détourne un bateau de croisière italien, l'*Achille Lauro* avec, à son bord, plusieurs centaines de touristes de diverses nationalités. Les membres du commando abattent un citoyen américain infirme, Léon Klinghoffer, d'origine juive.

11 octobre : l'avion qui contient les membres du commando et Aboul Abbas, arrêté en Egypte et renvoyé à Tunis pour être jugé, est détourné par la chasse américaine qui le force à se poser en Sicile, dans une base de l'OTAN. Les Palestiniens sont remis à la justice italienne. Celle-ci décide de libérer Aboul Abbas, au grand mécontentement des Américains.

Terrorisme artisanal, contre terrorisme de haute technologie, jamais les règles de la coexistence pacifique n'avaient été tant bafouées. Sans paix négociée entre tous au Proche-Orient, le monde entier risque de basculer dans le règlement de comptes et la loi du plus fort.

ATTENTION : DIFFERENCES AUGMENTE

MAIS, vous pouvez bénéficier de l'ancien tarif en vous abonnant avant le 30 NOVEMBRE 1985

SOIT 160 F AU LIEU DE 170 F

VITE, JE M'ABONNE A DIFFERENCES

160 F (1 an) 90 F (6 mois) 200 F (soutien)

Nom : Prénom :

Adresse :

Bulletin dûment rempli à retourner, accompagné d'un chèque, à :

Différences, service abonnements
89, rue Oberkampf, 75011 Paris

1 an étranger : 190 F ; chômeur et étudiant : 140 F.

— Crimes —

LE PAYS OÙ L'ON TUE LES POÈTES



JBO1: MOLOISE; JOHANNESBURG, OCTOBER 16 - Undated snapshot, taken off a television screen on August 21, 1985, of Benjamin Moloise. The South African government announced Oct. 15 that there would be no retrial for Moloise, a black poet, who is due to go to the gallows on Friday for the 1982 murder of a policeman. Moloise originally denied involvement in the murder but later said he was acting under threats from the outlawed African National Congress in Lusaka. REUTER hb/fls 1985

Benjamin Moloïse vient d'être assassiné par les racistes de retoria. Un haut fonctionnaire était à Soweto quelques semaines av. Il raconte.

L'Afrique du Sud est une société bloquée. Pas de communication entre les groupes raciaux, refus total d'envisager un avenir différent, repli sur soi contre le monde entier. Les dirigeants vivent dans un état de paranoïa absolue. Quand Fabius a annoncé ses mesures de boycott, il a été traité là-bas d'« émule de Hitler ». Même la célébration de la fête nationale est fermée aux ambassades, qui ont juste le droit de venir signer un registre dans le hall du ministère des Affaires

étrangères. Ce blocage, bien sûr, est l'unique fait des Blancs. La France avait ouvert là-bas, il y a deux ans, des stages multiraciaux de formation audiovisuelle. Les étudiants blancs se sont retirés au bout de deux semaines, ils ne pouvaient pas rester dans les mêmes salles que les étudiants noirs. Ça relève de la psychanalyse collective. La population blanche n'est guère évoluée. D'un puritanisme extraordinaire. Une toute petite minorité de Blancs finissent leurs études

secondaires, le seul « mérite » qu'il leur reste et auquel ils s'accrochent, c'est la race. Les villes blanches sont mortes et barricadées dès neuf heures le soir. Un tiers des Blancs, même s'il y a des évolutions, restent irréductibles, ont des armes sur eux et dans leur voiture. La société fonctionne aussi sur la délation. Il est par exemple interdit d'héberger les domestiques noirs. Des femmes, qui sont les seules à pouvoir vivre dans les villes blanches. Même leur mari ne peuvent les visiter. On doit

les parquer dans un cabanon au fond du jardin. Je connais des Blancs chez qui la police est descendue parce qu'ils avaient fait dormir la domestique noire dans la maison, d'autres parce qu'ils avaient autorisé leur mari à leur rendre visite. Leurs voisins les avaient dénoncés. Contrairement à ce qu'on a pu dire, les ségrégations les plus humiliantes n'ont pas été abolies. Dans les rues, il y a des toilettes pour Blancs, plus propres qu'en Suisse, et des toilettes pour « non-whites », jamais nettoyées.

Il est très difficile de décrire la vie quotidienne là-bas. On se fait toujours accuser d'en rajouter. Mais quand un Blanc croise un Noir, le Noir descend toujours du trottoir. Soit on rencontre des Noirs, et dans ce cas on ne voit pas un Blanc, soit on veut rencontrer des Blancs, et dans ce cas on ne peut voir que des Noirs au travail, ou sur le chemin du travail, parfois cinq ou six heures de trajet par jour. La journée terminée, ils doivent repartir dans leurs zones, très loin du centre blanc. Les seuls Noirs

qu'on puisse apercevoir sans occupation à Johannesburg sont les clochards, pourchassés par la police. La dernière fois, je suis resté dix jours là-bas chez les Noirs. Je n'ai pas vu un Blanc, pas même un Indien. J'ai visité le seul musée d'art noir en RSA. Il n'y avait pas un Blanc. Une employée de banque blanche de Johannesburg à qui je changeais de l'argent, m'a dit que les Noirs vivaient très bien en Afrique du Sud. Comme nous discutons, elle m'a dit ne pas savoir où était Soweto, ville de 3 millions d'habitants, à 50 km de là.

D'ailleurs, Soweto n'est pas sur les cartes du pays. Sur la route, pas de panneaux indicateurs pour s'y rendre. Pas de panneau à l'entrée. Soweto, tout simplement, n'existe pas. L'électricité est en cours d'installation. Imaginez une ville grande comme deux fois Paris, avec un seul cinéma. Uniquement des bidonvilles, il y a un seul bâtiment réellement en dur, une église qui sert de lieu de réunion politique. Des commerçants, des bars clandestins, vidés par la police toutes les nuits. Un w.-c. pour 150 familles. Une ville épouvantablement sale, plus sale que partout ailleurs en Afrique, sale comme un ghetto américain.

Un Blanc ne peut aller à Soweto que de jour. S'il y est pris de nuit par la police, il est arrêté.

Le Pass reste l'obsession majeure de la population noire. Il doit être présenté à tout moment. Il indique non seulement les zones qui vous sont interdites, mais le lieu même où l'administration a décidé que vous devez habiter, qu'il y ait de la place ou non. On vient de bâtir une « cité modèle » dans la banlieue du Cap pour les Noirs. Ils y disposent chacun de neuf mètres carrés, trois mètres sur trois, avec un système de douche-cuisine-placard escamotable. Les ingénieurs sud-africains ont estimé que c'était suffisant. La législation afférente au

Pass est modifiée quasi quotidiennement. Quand on sait que 80 % de la population noire est analphabète, on comprend que ces modifications n'ont qu'un seul but : désorienter et insécuriser la population noire pour mieux la soumettre à l'arbitraire. L'administration du Pass est la seule à n'employer aucun Noir. Une organisation anti-raciste blanche, créée par des femmes dans les années 50, le *Black Sash*, se consacre uniquement aux problèmes de Pass. Elle donne 600 consultations par jour.

La fin de l'apartheid est plus ou moins éloignée selon l'interlocuteur, mais tous vous conseillent de dormir le passeport sous l'oreiller.

Les choses changent peu à peu pour une partie de la population blanche. Certains tabous sont levés dans la presse. Lors de mon dernier passage, les journaux de Johannesburg relataient la mésaventure du seul Noir riche d'Afrique du Sud, propriétaire de chevaux, qui venait de se faire interdire l'entrée du Jockey-club où il voulait fêter la victoire d'un de ses poulains. Mais pour l'instant, la forme la plus aiguë de la prise de conscience chez les Blancs, c'est le déménagement. Les départs vers l'Australie, l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande se sont multipliés par trois ces derniers temps.

La question qui revient le plus dans les conversations est « de quoi serait faite la

libération ? ». La date semble moins importante que ses conditions : bain de sang, exode massif des Blancs, réconciliation nationale, mise en place d'une société multiraciale ?

Toutes les hypothèses sont débattues, envisagées, mais la vague de répression et « l'argentinisation » de la situation actuelle rendent plutôt pessimiste quant au type d'issue auquel il faut s'attendre. S'y ajoutent les hordes de jeunes des ghettos au chômage, considérables et complètement incontrôlées. Tout laisse à penser que la seule façon d'éviter le pire est de faire libérer Nelson Mandela.

La fin de l'apartheid est plus ou moins éloignée selon l'interlocuteur mais tous vous conseillent de dormir le passeport diplomatique sous l'oreiller.

Les responsables noirs ont, d'autre part, conscience du rôle prépondérant que jouera l'Anasie en Afrique et s'y préparent. Les responsables insistent sur cet aspect des choses et souhaitent œuvrer pour une issue aussi pacifique que possible car toute guerre civile en Afrique du Sud serait extrêmement dommageable pour l'ensemble du continent.

C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer la perception de la France en Afrique du Sud. L'homme blanc n'étant pas considéré comme modèle à suivre, nous serons jugés sur nos actes. Nous devons faire nos preuves et lever l'ambiguïté qui reste encore dans notre attitude vis-à-vis de l'apartheid.

D'autant que nous sommes perçus comme passeport possible vers l'Afrique noire francophone. □

Propos recueillis par J.-M. O.

Différences
ABONNEZ-VOUS !

A la campagne : des projets de développement.



Burkina-Faso

UN ROYAUME POUR UN CHEVAL



Le capitaine Sankara, chef de l'Etat (à gauche).

Au XI^e siècle, la princesse Yennanga, égarée dans la forêt par un cheval fougueux, rencontre Rialé. C'est le début du royaume de Wogodogo, devenue la Haute-Volta, puis Burkina-Faso, sous l'égide du capitaine Sankara. Depuis, les vélos ont remplacé les chevaux. C'est plus sûr...

D O S S I E R

L'ex-Haute-Volta

Capitale Ouaga



Les légendes et les contes rapportent, quels que soient les horizons, de belles histoires d'amour, de mises à l'épreuve de héros victorieux, de mariages heureux et de nombreux enfants. Les légendes qui courent sur l'origine du royaume de Ouagadougou ne faillissent pas à la règle...

C'est au XI^e siècle que la princesse Yennenga, égarée dans la forêt par un cheval fougueux, fut sauvée grâce à l'intervention courageuse d'un jeune et beau chasseur d'éléphants du nom de Rialé. Celui-ci épousa la princesse et ils donnèrent naissance au premier Ouédraogo (1) de l'histoire. Les Ouédraogo, de père en fils, soumièrent progressivement toute la région à leur autorité et créèrent au XV^e siècle le royaume de Wogodogo (2), devenu Ouagadougou.

Ouagadougou, capitale de l'actuel Burkina-Faso (3) est aujourd'hui une ville horizontale, toute en étendue. A l'exception de quelques édifices publics, on y trouve en effet peu de bâtisses très hautes. Voilà une ville à dimension humaine, de 350 000 habitants, qui étale sans fausse prétention et sans complexe sa géographie, ses nombreux petits métiers, ses marchés colorés, ses églises et ses minarets, ses quartiers encore marqués par l'organisation socio-économique des Mossi (4).

**Voulez-vous acheter du batik, un sac en cuir, un balafon ?
Voulez-vous boire le zom-kom ?**

Une fine poussière ocre, transportée par l'harmattan, versatile vent d'est, donne aux crépuscules ouagalais un aspect particulier, comme une sorte d'irréalité, surtout lorsqu'on va à vélomoteur ; et tout le monde, ici, se déplace à vélomoteur ou à bicyclette ; femmes, enfants, hommes, jeunes, vieux, familles entières, transportant parfois quantité de bagages savamment mis en équilibre. Avec 40 000 vélomoteurs et 70 000 vélos vendus par an – dont une bonne partie est concentrée à Ouaga – les deux-roues étaient jusqu'en octobre dernier le principal moyen de locomotion.

Des autobus indiens « Tata » sont venus depuis soulager l'incessant va-et-vient des fonctionnaires, écoliers, étudiants, travailleurs qui peuplent ou traversent la capitale (570 000 déplacements quotidiens). C'est la première fois de leur histoire que Ouagadougou et Bobodioulasso (la deuxième ville du pays) ont été pourvus d'un moyen de transport en commun public. Des tickets de couleur rouge, verte et rose – étant donné le taux élevé d'analphabétisme – à un prix abordable ont fait leur apparition.

Le marché, ou plutôt les marchés, parce qu'il y en a une multitude, sont les lieux vivants et bigarrés de la ville. Là, des étalages hétérogènes, un peu à la manière des souks orientaux, proposent toutes sortes de denrées : produits vivriers tels que le mil, le sorgho, les haricots ou le riz qui arrivent des campagnes, et d'autres qui partent vers l'exportation : arachide, karité, coton.

Ouaga renvoie à son tour vers l'intérieur le sucre, le sel et les produits d'importation. Partout dans les allées étroites ou sur l'esplanade du marché central, les échoppes sommairement aménagées et la nombreuse population féminine proposent dans de généreux canaris : huile, dattes, pâtes alimentaires, beurre de karité, etc. Des centaines de petits tas de mangues, de tomates, de pommes de terre, de carottes, de papayes semblent là comme des fétiches autour desquels se déroulent des cérémonies, des échanges de mots, des altercations infinies. L'arbre à palabres, ce symbole de la société traditionnelle et du lieu d'exercice du pouvoir par consensus, n'est plus aussi décisif qu'auparavant, mais il existe toujours dans la mémoire, dans la pratique, dans cette inclination qu'ont les Burkinabè à parler d'eux-mêmes, de leur vie, de leurs problèmes, de leurs espoirs, sans hypocrisie et sans agressivité.

Ouagadougou est encore une ville d'artisans où les mains ne cessent de bricoler, de rafistoler, de fabriquer. Menuisiers, serruriers, charpentiers, fabricants d'articles ménagers, tisserands, teinturiers, réparateurs de bicyclettes bien sûr, bijoutiers, couturiers n'arrêtent pas. On a l'impression de découvrir une fourmilière rivée à l'ouvrage, mais qui sait aussi prendre le temps d'entamer la conversation avec le client réel ou potentiel que vous êtes. Souvent, on ne se contente pas de vous vendre le batik (5), le sac en cuir brodé ou le balafon (6) miniature, on peut aussi vous diriger vers le quartier Nionsin par exemple, le quartier des fondeurs de bronze. Là, dans un atelier en plein air qui fait généralement partie de l'habitation de l'Ancien, on peut regarder les artisans professionnels ou apprentis à l'œuvre, fondant le bronze ou sculptant des statuettes.

On vous offrira pour vous rafraîchir le « zom-kom » (une eau agrémentée de gingembre, de citron et de menthe fraîche), et l'on vous parlera inévitablement de l'histoire de la famille, puisque dans la tradition mossi le métier se transmet de père en fils et que chaque famille détient un rôle économique précis dans une très stricte hiérarchie sociale.

Enfin, si votre intérêt s'avère autre que mercantile, on abordera avec vous, comme si vous étiez un enfant du pays, des questions d'actualité : les mesures gouvernementales quant à l'exonération d'impôt pour l'année en cours, la réforme scolaire, la fixation des prix des loyers, la lutte contre la corruption et le gaspillage, le rôle des comités de défense de la révolution et la « politique de la femme », avec notamment l'instauration prochaine de ce qu'on appelle ici le « salaire vital ».

Il s'agira ni plus ni moins que de prélever sur les salaires des hommes mariés une certaine somme (le tiers, dit-on) qui sera directement versée aux épouses. En effet, dans les villes, de nombreux pères de familles délaissent femme et enfants pour s'adonner à l'entretien de jeunes « maîtresses »... Ce phénomène social et psychologique, certainement lié à l'urbanisation et à l'éclatement des structures traditionnelles, comporte de graves conséquences dans la mesure où les enfants et les mères au foyer se retrouvent dans le dénuement.

MAYANCRIC



Si certains crieront à l'atteinte aux libertés individuelles, d'autres penseront à juste titre que, dans un pays où les salariés constituent une couche privilégiée par rapport à l'extrême misère des campagnes, il est plus que justice que ceux-là assument leurs responsabilités matérielles vis-à-vis de leur famille. Le président Thomas Sankara déclarait à ce propos en août dernier : « L'Etat ne contraint personne au mariage, mais exige que celui qui fonde un foyer assume ses responsabilités. Nous devons nous mettre à la place de nos hommes et de nos femmes. Il y a des hommes qui transforment leur femme en bonne à domicile, leur refusant cependant jusqu'au salaire de bonne, et dissipent en futilités l'argent destiné au foyer. Ce qui, du point de vue de la morale simple, est amoral, est pour la Révolution démocratique et populaire, inacceptable. »

Les Ouagavillois exposent au grand jour leur accord et leur désaccord, ils discutent calmement ou dans la passion ce qui ailleurs est sujet occulte. En tout cas, et ils le savent bien, c'est bien à Ouagadougou, où les Mercedes (7) remuaient ostensiblement des nuages de poussière sur l'avenue de l'Indépendance, que se sont jusqu'ici faits et défaits les régimes néocoloniaux. □

- (1) C'est le nom patronymique le plus courant au Burkina-Faso.
- (2) Ce terme voudrait dire « venez m'honorer », ou bien il serait la contraction de « wagh-kiéfo » (python) et « dogho » (maison), le python ayant représenté le totem des Nyonissé, premiers habitants de la ville.
- (3) Ex-Haute-Volta.
- (4) Ethnie majoritaire du Burkina, qui compte environ une soixantaine d'ethnies pour 7 millions d'habitants.
- (5) Tissu peint.
- (6) Instrument de musique formé de lames de bois qui vibrent sur desalebasses creuses.
- (7) Aujourd'hui, les membres du gouvernement roulent en Renault 5, c'est plus économique... et ça fait moins de poussière, dit-on.

La nation

Misère et démocratie

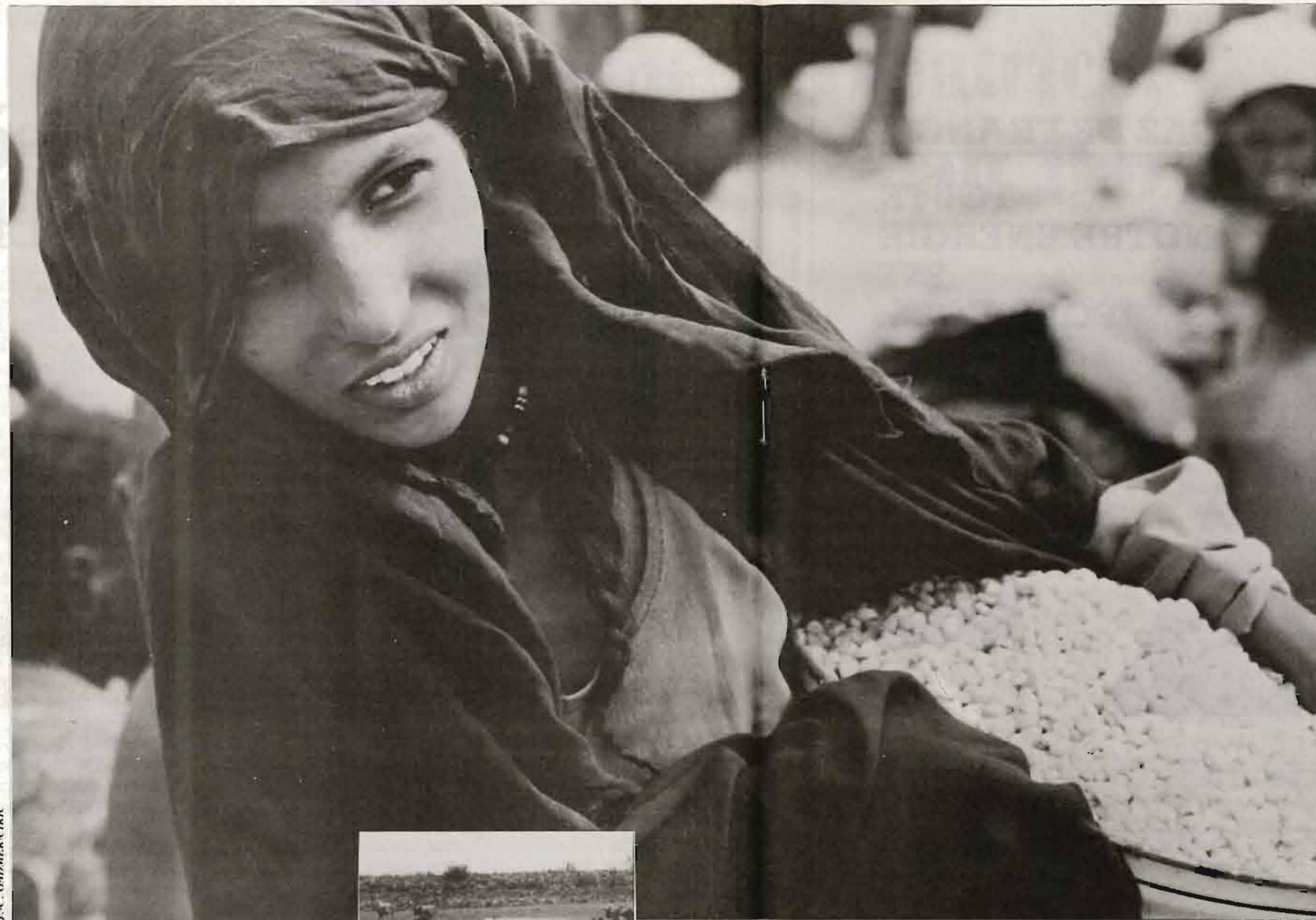
La Haute-Volta, aujourd'hui Burkina-Faso, a connu depuis son indépendance nominale en 1960 trois républiques, un régime présidentiel, trois régimes militaires avec association de civils, un régime parlementariste. Ça fait beaucoup pour un pays qui ne présente pas a priori d'intérêts stratégiques ou matériels faramineux. On était habitué à considérer, d'assez loin d'ailleurs, que la Haute-Volta constituait la première démocratie africaine de type occidental. C'était avant que les profonds déséquilibres et l'arriération chronique de l'économie voltaïque ne soient révélés au grand jour par la crise mondiale et par l'arrivée au pouvoir du groupe des « officiers universitaires » du capitaine Thomas Sankara. Il suffit pourtant de regarder la réalité quotidienne au Burkina-Faso ou de lire quelques données, pour se rendre compte qu'une certaine démocratie politique n'est pas allée de pair avec une politique de développement : un taux d'analphabétisme qui reste le plus élevé de l'ex-AOF (Afrique occidentale française) – moins 5 % seulement des adultes sont alphabétisés –, le manque crucial d'écoles et de maîtres (moins de 20 % des enfants sont scolarisés), une situation sanitaire très dure (1,8 médecin pour cent mille habitants), un produit intérieur brut (PIB) parmi les plus faibles du continent (126 dollars par habitant), cette liste bien incomplète de chiffres catastrophes nous interroge.



1982, le Comité du salut du peuple prend le pouvoir

Comme souvent en Afrique, la France, puissance colonisatrice installée en Haute-Volta depuis 1898, année durant laquelle s'achève la conquête du pays, est présente par ses gouverneurs, ses commandants de cercles, ses missionnaires, ses juges et ses soldats. Quand l'indépendance est octroyée le 5 août 1960, l'instauration du système monétaire franc, l'assistance technique, les accords de coopération, le contrôle de l'économie, la formation de l'élite intellectuelle et des cadres de l'armée dans les écoles françaises continuent de lier structurellement la métropole et son ex-colonie. Pour cela, l'avènement au pouvoir de dirigeants dociles est, on le sait, indispensable. C'est tout naturellement Maurice Yaméogo, déjà Premier ministre de la Haute-Volta, république dans la Communauté depuis 1958, qui est « élu » président de la République. Celui-ci tentera très vite de faire de son parti, l'UDV-RDA (Union démocratique voltaïque, excroissance néocoloniale du Rassemblement démocratique africain), le parti unique et de créer un syndicat unique. C'était sans compter avec le mouvement syndical et les nouvelles centrales qui allaient se créer.

Pour toute la population, comme pour cette femme touareg, l'eau est une richesse qui fait défaut au Burkina-Faso. Depuis quinze ans, la production vivrière a chuté de 20 %. Riz chinois (ici, dans les rues de Ouagadougou) et mobilisation populaire (les jeunes des Comités de défense de la révolution) suffiront-ils à redresser la barre ?



J.-C. GADMER/CIRIC



J.-C. GADMER/CIRIC



MAYAN/CIRIC



C. RAUSCH/AVIA

Pour réagir contre les mesures que devait prendre le gouvernement de « Monsieur Maurice » – c'est ainsi qu'on le surnommait –, parmi lesquelles un abattement de 20 % sur les salaires et l'instauration de l'état d'urgence, les syndicats réunis en « intersyndicale » lancent un mot d'ordre de grève générale. C'est l'armée qui, « sous la pression et la demande populaires », prendra le pouvoir le 3 janvier 1966 avec le général Lamizana. Dès la fin de l'année, les partis politiques sont suspendus, mais les syndicats continuent à faire de l'agitation. La deuxième et la troisième Républiques vont, durant quatorze ans, suspendre les partis, puis les autoriser ou en permettre quelques-uns, gérer une crise institutionnelle qui se solde par des remaniements ministériels constants et une valse tout autant animée entre pouvoir militaire autoritaire et pouvoir civil plus démocratique. En fait, seuls les syndicats – qui regroupent les fonctionnaires, les enseignants, les cadres et quelques cultivateurs – vont garder la tête hors de l'eau. D'où une confusion permanente dans la vie politique et dans les consciences entre activité syndicale et activité plus strictement politique. L'affrontement idéologique est chose régulière au Burkina-Faso (dans les villes), mais il passe nécessairement et souvent directement par les structures syndicales.

Le 4 août a symbolisé pour une grande partie de la gauche burkinabé une chance historique de rassemblement

Le CMRPN (Comité militaire de redressement pour le progrès national), à son tour, sera d'abord accueilli dans l'enthousiasme, mais sa fascisation progressive (suspension et déportation de travailleurs, interdiction du droit de grève, etc.), le fera tomber avec l'émergence des officiers progressistes du CSP (Comité de salut du peuple) qui prend le pouvoir en novembre 1982. C'est d'une dissidence, d'ailleurs majoritaire au sein du CSP, que se formera le groupe autour du capitaine Sankara, aux positions plus radicales. Ce groupe, d'abord très légaliste, sera amené par la répression dont il est victime (arrestation du Premier ministre Sankara et du commandant Lingani) et sous la pression des militants à la base, à prendre la direction des affaires de l'Etat le 4 août 1983. Le régime actuellement en place à Ouagadougou associe très largement les civils au gouvernement ; la distinction entre civils et militaires n'est d'ailleurs pas perçue comme pertinente, le 4 août ayant symbolisé pour une grande partie de la gauche burkinabé « une chance historique » de rassemblement de toutes les forces de gauche, civils ou militaires.

Il reste que les formes pratiques d'une démocratie réelle qui ne soit pas un vernis destiné à cacher la grande misère du pays et les énormes inégalités sociales, ces formes-là semblent en état de maturation, objets de débats, de réflexion et d'actes mesurés : la suppression de l'impôt de capitation, véritable cauchemar de la paysannerie, la réforme foncière, la réglementation des prix des loyers, l'élaboration du Programme populaire de développement et son application, la lutte contre la corruption et la dilapidation des maigres deniers publics, les efforts menés pour protéger les droits des femmes en sont des faits patents. □



GAZ DE FRANCE.

**TOUTE
NOTRE ENERGIE
EST
POUR VOUS.**



dorothee bis

Béatrice, au Bazega

Campagne



Sur la route plutôt bonne qui me mène de Ouagadougou à Koumbissir (quarante kilomètres), je pense aux lecteurs de *Différences* pour lesquels j'entreprends ce voyage dans le voyage... Je me demande, en effet, comment je vais parler de cette jeune et séduisante femme,

Béatrice Damiba, diplômée de l'École de journalisme de Strasbourg, actuellement haut-commissaire (1) de la province du Bazega. Lorsque je l'avais rencontrée lors d'un précédent séjour, dans les locaux du quotidien national *Siwaya* (2) où elle assumait les fonctions de rédactrice en chef, Béatrice était assise à son bureau et elle m'avait très vite impressionnée : derrière le langage serein et le ton quelque peu nonchalant, on sentait une fermeté et une vivacité dans la pensée qui me disaient que j'avais affaire à une « femme de tête ».

Aujourd'hui, je vais voir Béatrice sur le terrain, au milieu de ses collaborateurs, avec les paysans des villages que nous allons visiter ensemble. Béatrice fait régulièrement des sorties « en brousse », comme on dit en Afrique. Le but de ces sorties ? Porter le « message révolutionnaire », écouter, s'informer des problèmes, aider la population à trouver des solutions aux nombreux problèmes de vie qui se posent à elle. Enfin, répercuter l'information et la demande aux structures centrales afin qu'elles interviennent par les moyens théoriques, matériels ou financiers dont elles disposent.

A Touanga et à Goango où nous nous rendons successivement, la « Révolution », qui fait l'objet de propos tantôt légers tantôt graves, se pose en termes très concrets. On discute longuement du dispensaire construit depuis neuf ans mais qui n'a jamais fonctionné parce qu'aucun infirmier n'y est resté plus de six mois. Les infirmiers – qui font partie des catégories sociales plutôt prospères – refusaient de travailler si loin de la capitale : nous sommes à quarante kilomètres de Ouagadougou, que dire des villages qui se trouvent plus loin ! Aujourd'hui, le Comité de défense de la Révolution (CDR), composé majoritairement d'agriculteurs, a mobilisé la population, laquelle a construit bénévolement et avec les matériaux fournis par la province une sympathique maisonnette pour l'infirmier et sa famille : « L'infirmier boit et mange avec nous, s'écrie un vieux paysan, c'est ça la Révolution, il est notre frère, vive Sankara ! »

Vive Sankara, répète la foule. Mais l'infirmier ne semble pas partager l'enthousiasme collectif ; lui, il dit qu'il est débordé ! Qu'il existe assez de locaux pour créer un centre de protection maternelle et infantile mais qu'il faudrait vite lui affecter une accoucheuse rurale. « Oui, tu as raison », lui répondent les autres.

Béatrice explique qu'une promotion d'accoucheuses rurales est en formation à Ouagadougou et que, de toutes

façons, en attendant, il faut que « nous réfléchissions à une solution autre. Par exemple, on pourrait employer une matrone, et on l'enverrait se former "sur le tas" au centre de santé du chef-lieu, on trouvera bien un moyen pour la rémunérer ». L'infirmier se détend, j'ai cru voir dans son regard une superbe PMI et une bonne dizaine de sages-femmes à l'œuvre...

Le ton se fait plus intimiste quand Béatrice aborde d'autres questions, qui sont elles aussi à l'ordre du jour, telles que le mariage forcé des jeunes filles. « Que doit-on faire quand une jeune fille a déjà été donnée en mariage par sa famille depuis au moins quinze ans et que le futur mari a déjà avancé des biens ? », questionne un homme d'âge mûr. « Il faut demander son avis à la jeune fille, répond Béatrice, et si elle n'est pas d'accord, il faut annuler. C'est à vous de convaincre ce candidat au mariage que nous ne pouvons plus continuer à accepter ces pratiques. Il faut lui dire que cette femme qu'il veut épouser est son égale, et qu'elle a le droit de choisir celui avec lequel elle va construire sa vie. » Dans l'assemblée, on écoute, mine approbatrice ou regard étonné, on suggère l'existence d'autres cas...

Sur la route qui nous ramène à Koumbissir, le chef-lieu de la province, je demande à Béatrice si elle ne regrette pas son métier de journaliste, qui, sans doute, engageait moins sa responsabilité directe ; en effet, ici, sur toute la région, il faut trancher chaque jour, trouver des solutions, concilier des faux ennemis, expliquer.



**Béatrice
Damiba**

« Non, me dit Béatrice, je ne regrette pas vraiment ma profession. J'ai pris le temps de réfléchir quand on m'a proposé de prendre ce poste, ce n'est pas une chose qu'on décide comme ça. D'une certaine façon, ces fonctions sont voisines. Etre haut-commissaire, c'est le métier de journaliste transposé au niveau de la réalité quotidienne. De toute les manières, je sais que je retournerai tôt ou tard au journalisme. »

Mère de deux enfants, célibataire, d'abord par mésentente puis par choix, Béatrice est déjà reconnue par la population du Bazega comme la femme qu'il leur fallait pour mener les affaires de la province. « On doit bien se poser des questions sur ma vie privée, mais toutes les personnes qui viennent me voir m'appréhendent d'abord comme un responsable au service de leur cause », ajoute-t-elle. Cela suffit parfois pour vaincre les tabous. □

CHERIFA

(1) Les hauts-commissaires administrent les trente provinces que compte le pays depuis la réforme de l'administration territoriale. Ce poste a été créé dans le cadre de la décentralisation du pouvoir économique et politique.

(2) « Siwaya » a été créé l'an dernier.

(3) Ce reportage a été réalisé avant que Béatrice Damiba ne soit appelée (il y a quelques semaines) à la fonction de ministre du Tourisme et de l'Environnement.



D. R.
Assia Djébar

DES FEMMES

FANTASIA. « Traces semblables de la guerre, de l'amour ; danse d'hésitation face à l'image de celui qui glisse. Or, cette fuite fait peur : l'on écrit pour la juguler. » Assia Djébar, historienne, romancière et cinéaste algérienne, vit actuellement à Paris. Dans ce livre, elle fait revivre son enfance de petite fille arabe dans un village du Sahel algérien, puis sa vie de femme pendant la guerre de libération ou à Paris.

Mais à ses propres souvenirs se mêle la mémoire des femmes d'Algérie depuis 1830, début de l'occupation française, ainsi que celle des officiers français ou des anonymes dont les lettres et les rapports « parlent, dans le fond, d'une Algérie-femme impossible à apprivoiser. Fantasma d'Algérie indomptée... »

En écrivant ce livre, « j'ai fait éclater, nous dit l'auteur, l'espace en moi, un espace éperdu de cris sans voix, figés depuis longtemps dans une préhistoire de l'amour ». Elle raconte le cri, celui de la femme lors de sa nuit de noces, de la fillette devant le cadavre de son frère, le cri de ces « Turcs rutilants et bédouins enveloppés de blanc », pour qui « la mort, donnée ou reçue, mais toujours au galop de la course, semble se sublimer en étreinte figée ».

Mais elle parle surtout au nom de ceux qui ne peuvent crier, les enfants massacrés, les femmes violées, la tribu des Ouled Riah brûlée vive dans la nuit du 19 au 20 juin 1945.

Et comme dans son film, *la Nouba des femmes du mont Chenoua* (1978), elle

interroge les femmes de son pays « pour ressusciter tant de sœurs disparues ». Alors à sa voix répond la voix de Lila Zohra ou celle de Chérifa, dont le murmure « enlance les jours d'hier, trace la peur, le défi, l'ivresse de l'espace d'oubli ».

Mais à côté de son témoignage de femme et d'Algérienne, c'est de son expérience d'écrivain de langue française qu'elle nous parle, car, pour elle, l'écriture est libération. C'est pour se libérer de la peur que Fromentin s'exclame : « Il y eut un cri déchirant - je l'entends encore au moment où je t'écris... » ; pour s'évader de leur réalité de femmes arabes que les cousines d'Assia envoient un peu partout des lettres à des hommes qu'elles ne rencontreront jamais. Quant à l'auteur elle-même, elle cherche à retrouver les cris des femmes sourdement révoltés de son enfance.

Mais si c'est la langue française qui lui a ouvert les portes de la liberté et lui a permis d'écrire ces cris, « c'est dans le silence des mots d'amour, jamais préférés, de la langue maternelle non écrite, transportée comme un bavardage d'une mime inconnue et hagarde, c'est dans cette nuit-là que l'imagination, mendiant des rues, s'accroupit. »

MARGUERITE ROLLINDE

L'Amour, la Fantasia, de Assia Djébar, éd. J.-C. Lattès.

PARCOURS. La femme indienne, qui jouissait à l'époque védique d'un statut égal, voire supérieur, à celui de l'homme, vit sa situation se dégrader peu à peu. Le mariage devint obligatoire, et la virginité une de ses conditions *sine qua non*. Afin d'éviter tout risque, les pères marièrent leurs filles de plus en plus tôt, et peu à peu on aboutit à ces célèbres « mariages d'enfants », pacte irrévocable - pour la petite fille - entre deux familles.

Les femmes se muèrent en usines à procréer et semblèrent accepter leur sort avec résignation. Comme elles étaient illettrées, interdiction leur fut faite de célébrer les rites religieux. Les femmes restaient donc - et à jamais semblait-il - en dehors de la vie.

L'occupation anglaise fit quelque peu évoluer les mœurs, de même que la partition de l'Inde, ainsi que des hommes comme le mahatma Gandhi. Gandhi mit l'accent sur la libération de la femme et montra le danger qu'il y avait à laisser la moitié de la population d'un pays dans l'ignorance et la servitude, et, donc, à se priver d'un potentiel de travail énorme. Dans son essai, Indira Mahindra lance cependant un avertissement. Ce sont les femmes indiennes elles-mêmes, toutes celles qui appartiennent à un milieu progressiste et privilégié qui se doivent de veiller à l'observation et à l'application des droits de la femme dans leur pays. Leur propre libération ne peut que passer par la libération de toutes les femmes indiennes. □

JOELLE TAVANO

Des Indiennes, de Indira Mahindra. Ed. des Femmes. Traduction Martine Larocque.



J. MAYANSICRIS

MOT A MOT

FOU DE LECTURE. De retour en pays Konkan (1), un intouchable de la communauté Chambhar, Madhau Kondvilker, devenu instituteur, entend ne plus baisser la tête et dénonce la servilité de la condition des siens où faim, alcoolisme, nudité, maladie, mort précoce, brutalité, mépris et infamie sont le lot quotidien.

De très bonne heure, ce fils de tanneur-cordonnier sera sensible à la discrimination dont sa famille et lui-même font l'objet. « Tous les enfants riaient, s'esclaffaient, s'amusaient. Ils se bagarraient. Mais moi, je ne pouvais me mêler à eux, à leurs yeux j'étais un rebut. » Il ressasse sans arrêt : « Un homme peut-il polluer un autre homme ? Je peux comprendre que la sueur, l'urine, les excréments obligent à nettoyer le corps... Mais que des humains puissent considérer comme une souillure le toucher d'un homme par son semblable, voilà ce que je ne peux comprendre ».

Comment ne pas faire le lien avec la *Question juive*, de J.-P. Sartre ? En effet, ce fut l'accès des piscines que les Allemands interdirent aux juifs en premier lieu, « il leur semblait que si le corps d'un israélite se plongeait dans cette eau captive, elle serait salie tout entière ».

Même son ombre ne doit pas rentrer en contact avec celle des autres, « en rentrant de l'école, les femmes de Patwadi se mirent à marcher aussi loin de moi que possible afin que mon ombre ne leur tombe pas dessus ». Fou de lecture, prenant petit à petit plus de plaisir en la compagnie des livres qu'en celle des humains, il forge progressivement l'arme de son émancipation : l'écriture.

La révolte gronde, il publie dans la gazette locale, le *Maharashtra Times*, quelques fragments de son journal intime, *Vie et Martyre d'un instituteur intouchable*, en rejetant la responsabilité de cet état de fait sur les brahmanes d'autrefois, qui ont si parfaitement organisé la pyramide sociale et contraint les plus bas à la dégradation humaine. C'était compter sans l'incompréhension même des villageois de la communauté, qui, superstitieux et traditionalistes, continuent de penser que ses écrits sont autant d'outrages à la communauté Chambhar elle-même.

« Voici que le gars de ce Gounya le Chambhar, passé maître d'école, se met à nous faire la leçon ! Alors quoi ! »

« Maman disait : moi maintenant, faut plus que je me montre dans le hameau. Tous les gens disent "la Chambharine,

KIOSQUE SÉLECTION/LIVRES

L'Enfant de sable, de Tahar Ben Jelloun, Seuil.

Ahmed porte en lui un terrible secret que la voix du conteur nous livre peu à peu. Une histoire pas banale, que celle de ce huitième enfant. Une littérature très symbolique à la Borgès. □

L'Apartheid, de Nelson Mandela, éditions de Minuit.

De l'opposition légaliste à la grève et au sabotage. Nelson Mandela témoigne et retrace l'histoire de l'ANC à travers deux de ses plaidoies. Une sacrée référence. □

La Macération, de Rachid Boudjedra, Denoël.

Tensions et sensualité sur fond d'obsessions familiales, par l'un des écrivains de la génération de l'Indépendance. C'est à nouveau la rencontre avec un peuple. □

ton gars il exagère, il a trop passé les bornes. Il a traîné le nom du village dans la boue. Il l'a fait paraître dans le journal". »

Plus qu'un journal, c'est une véritable ethnologie sociale, où la détresse, l'abjection humaine fonctionnent comme des analyseurs. Tout y est, les histoires du village, la corvée d'eau, le pouja (2), l'administration, les pots-de-vin, le planning familial, le mariage, l'accouchement, la féodalité d'un système, la cruauté des rapports sociaux et familiaux.

Les intouchables n'avaient droit jusqu'à qu'aux morceaux rassis, un écrivain est né de cette humiliation quotidienne, de cette misère humaine. Un grand mouvement culturel se dessine, les Harijans s'organisent en profondeur, la « dalit littérature », la littérature des opprimés, celle des sans-voix prend forme et s'élanche à la conquête de la dignité humaine.

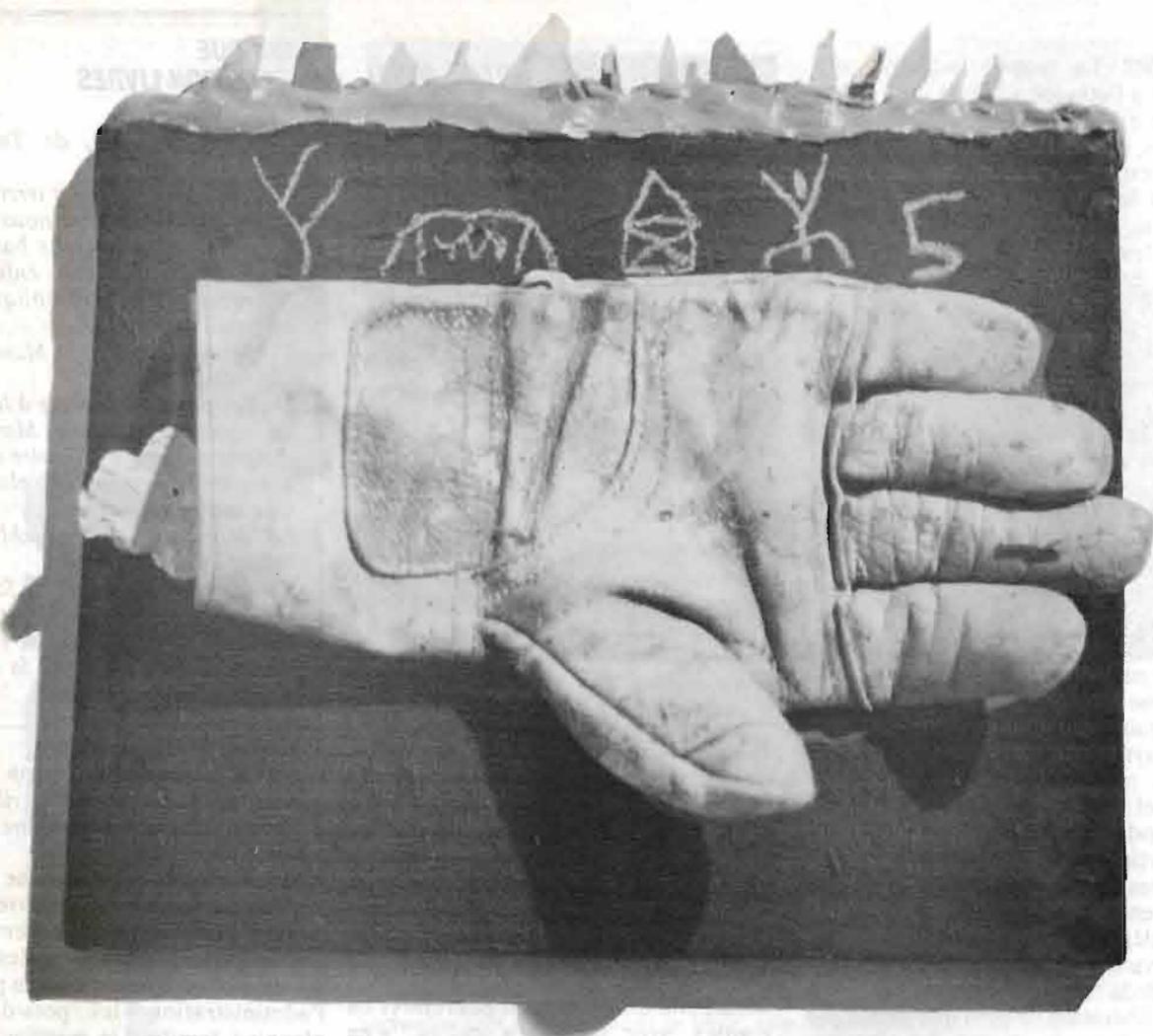
Un livre, pour finir, qui explose d'images fortes, violentes, sans concession, au sujet d'une Inde dont il reste à bannir le mot « caste », véritable apartheid institutionnel qui défigure l'un des plus beaux pays du monde où des millions d'hommes sont aujourd'hui encore interdits de pureté. □

D. C.

Le Journal d'un intouchable, de Madhau Kondvilker, chez L'Harmattan.

(1) Littoral occidental qui s'étend de Bombay à Goa.

(2) Culte en l'honneur d'un dieu.



Piero Gatto : « Tutti quanti a Roma » (25 x 30 cm), technica mista su tela.

De tous les recoins de la Méditerranée, des créateurs, des enseignants sont venus témoigner en plein cœur de Marseille, l'ancienne ville coloniale au bord de l'explosion.

Jeunes créateurs

L'ART AU PRÉSENT EN MÉDITERRANÉE

« La Canebière aux Français », « les juifs au four », et « les arabes à la mer », voilà qui au sortir du TGV Marseille nous pète à la gueule comme un pétard bien sec. Les murs de la deuxième ville de France se mettent à parler et rabâcher la haine, l'intolérance et le mépris. Marseille, tournée vers l'Afrique et le Maghreb depuis plus de deux mille ans, a pourtant vu défiler des hordes de Grecs et de Romains et plus récemment des flots de travailleurs italiens, espa-

gnols, juifs, arabes, gitans, arméniens et pieds-noirs. Alors, quoi, Marseille aurait-elle perdu la mémoire ? Car ce sont ces immigrations successives qui ont forgé sa véritable identité.

Identité !.. Voilà bien le mot clé de la situation. Une identité fragmentée, atomisée, à travers laquelle plus personne n'ose se reconnaître.

Il est vrai que les premiers travailleurs kabyles ont débarqué en 1912, pour casser, à leur insu, la grève des ca-

marades italiens, qui eux-mêmes étaient accusés de « piquer » le boulot aux Provençaux. L'explosion démographique consécutive à l'indépendance de l'Algérie, l'écroulement du mythe de Fos-sur-Mer n'ont rien arrangé en termes d'équilibres économiques, sociaux et culturels.

La forte proportion de chômage accentue la pression, la peur s'installe, la chasse au faciès se banalise et les communautés se replient frileusement dans leurs ghettos respectifs.

Recoller les morceaux

Reconstituer la mosaïque, recoller les morceaux, inviter les cultures au dialogue et à l'échange, voilà ce que commande l'urgence. C'est ce défi que lance l'association Ecume (1), qui organise une Rencontre des jeunes créateurs en arts plastiques des pays de la Méditerranée (2).

De Malte à Alger, de Tétouan à Valencia, de Chypre à Montpellier, l'imaginaire de ces jeunes créateurs se déploie du côté de l'enfance, de l'errance, de la mort et de l'espoir peut-être. Gravure, sculpture, dessin, peinture, recyclage et récupération de matériaux du bâtiment, vidéo, informatique, holographie (3) et laser, acrylique et pastel sur carton, terre, tissu, verre... Au total, plus de deux cents œuvres exposées, de nombreux invités, artistes et enseignants, dont Abdelkrim Ouazzani (4), Xenia Pantelis (5) et Anton Grech (6)... Un immense colloque, des tables rondes où l'on cause de l'art et de ses enseignements. Un questionnement global sur la production, la transmission et la conservation de la tradition esthétique en Méditerranée.

Une occasion pour ces jeunes créateurs de porter un autre regard sur leur propre cheminement, à la lueur de la confrontation des genres et des pratiques, tout en créant les conditions favorables à des échanges plus durables par le biais d'actions communes entre les écoles d'art du bassin méditerranéen.

La façon de marcher

Dans le sillage de ces journées, et pour répondre aux aspirations culturelles des minorités opprimées, de cette jeunesse paumée, habitée par des pulsions de mort, assoiffée d'expression dans sa course à l'identité, il y aurait matière à la mise sur pied d'une vaste politique culturelle régionale, qui ne soit plus un domaine réservé, enclous. Et qui ferait de Marseille, des Bouches-du-Rhône, l'Alexandrie de la meilleure époque. Celle de la ville-lumière, chantée par le



B. Belaïça. « Junésil ».

poète Cavafi. Où les âmes déchirées, bouleversées par ce qui se joue, n'auraient plus à descendre dans la rue pour effacer les graffiti de la honte, bombés à même les immeubles aux façades murées des quartiers condamnés à la dégradation et au pourrissement. Il en va de la survie des quartiers nord, du cours Belsunce, de la Porte-d'Aix, de radios comme Galère, Utopie ou Gazelle. Il en va de notre conviction, de notre vocation de rassembler ce qui est différent.

« Dans la Marche, ce qu'il y a de plus important, c'est la façon dont on marche », me confie Nacera Bouaddalah jeune animatrice et auteur de théâtre (7). Une manière lucide d'envisager l'histoire, comme a su le faire Hallaj, le héros martyr du troisième siècle de l'Hégire dans la Bagdad des Abbassides, dont la vie vient d'être retracée à travers la Passion d'un cardeur de laine dans la tourmente de l'Islam (8). Comédie musicale soufie en version originale sous-titrée, qui restitue avec un bonheur à nuancer quelques moments forts d'un passé millénaire.

Des rencontres qui, selon le vœu des organisateurs, constituent déjà un petit pas vers le déblocage de la situation, vers la reconquête d'une mémoire en-

fouie aux allures baroques du café Pedrocchi de Padoue, avec sa salle égyptienne et ses colonnes de marbre, dont Alger, Tunis ou Barcelone sont autant de facettes.

On pourrait imaginer que pour répondre à l'invective « Hep vos papiers !... », l'intéressé déplie sur le trottoir une carte d'identité de trois mètres de long, bonjour le mistral !... qui ne serait rien de moins qu'une carte géographique des contours de la Méditerranée. Dans un monde condamné à s'ouvrir à lui-même, l'identité se multiplie ou ne sera pas. Et l'Eveillé du pont de l'Alma (9) pourra enfin dormir tranquille. □

DANIEL CHAPUT

- (1) 55, rue Saint-Bazile, 13001 Marseille, tél. : (91) 50.60.18.
- (2) Jusqu'au 20 novembre, hospice des incurables, rue Puvris-de-Chavannes 13001 Marseille.
- (3) Procédé de création d'images en relief.
- (4) Sculpteur, enseignant à l'École nationale des beaux-arts de Tétouan (Maroc).
- (5) Peintre, enseignante à Chypre.
- (6) Peintre de Malte.
- (7) On lui doit un livre, Théâtre beur et deux pièces, Binet el-You et Ce n'est pas la mer à boire.
- (8) Pièce d'Ezzedine Madani, sur une mise en scène de Chérif Khaznadar et une scénographie de Françoise Grund. Présentée au mois d'octobre à la maison des cultures du monde.
- (9) Le dernier film de Raul Ruiz

Antonopolous Stavros : « Programme de visites d'une journée ».



MIEUX SAPÉ QUE MOI TU MEURS

« **O**n va vous coloniser », dirent les premiers Blancs parvenus au fin fond de la brousse africaine. « Laissez tomber les lianes, les pagnes et les feuilles », ajoutèrent-ils en extirpant de leurs malles à porteurs Tergal, blue-jeans et Rayban. Non, ce n'est pas un extrait des *Jungles pensives* de Michel Riot (1), c'est grosso modo ce que déclarait Alpha Blondy, le rasta ivoirien, le Bob Marley de la côte Ouest, à notre confrère *Libération*, après son concert *Apartheid is Nazism*.

Toutes griffes dehors

Alpha Blondy, un nom qui sonne comme un paradoxe et qui traduit bien l'annonce d'une tendance nouvelle, qui aurait tout à foutre et de l'Afrique et de l'Europe. Melting-pot culturel, les Africains, les Antillais sont de véritables mutants que l'Occident a créés et qui entendent composer avec leurs valeurs à la croisée de ces chemins.

Pour les plus pessimistes, il n'y a pas de mode ou de style africain, « les Blancs nous ont tout piqué ». Et le phénomène « Sa-

peur », bonjour les pompiers, est pour eux l'exception qui confirme la règle. Oui, vous savez bien, ces jeunes Congolais, ces Jasons noirs qui débarquent à Roissy (2) pour conquérir la Toison, en s'efforçant d'amasser, au prix de mille sacrifices, une garde-robe de haute gamme, assortie des meilleures griffes.

Dans le genre costard à cinq ou six mille balles pièce de chez Cardin ou Saint Laurent. Costards qui attesteront de leur réussite à leur retour au pays.

Profonde aliénation, violente acculturation, contre-culture, antimode, tout le monde y va de son refrain quand il s'agit du club très fermé de la SAPE (Société des ambianceurs et des personnes élégantes). Des sapeurs plus parisiens que les Parisiens, emballés de la tête aux chaussures comme le Pont-Neuf, mais avec ce qu'il y a de mieux. Une taille au-dessus, juste pour faire plus à l'aise.

La sape, symbole de l'Occident, est devenue pour eux un moyen d'expression. Ils n'hésitent pas à galérer dans la semoule pendant des mois pour se maintenir de plain-pied dans l'ère du look. Mine de rien, ils bousculent le système des idées reçues et des préjugés, en produisant des images en rupture avec leur environnement, comme les punks avec leur coiffure-sculpture qui affiche fluo ou d'autres encore qui ne se sapent que chez Tati. Au bout du compte, un drôle de pied de

De la couleur,
du mouvement,
de l'amplitude.
La mode
en direct
à l'heure
de l'Afrique
et des Antilles.
Les nouveaux
dandys
mélangent
les genres,
bousculent
les habitudes.

nez peut-être, qu'une poignée de jeunes Zairois et Congolais, fils de prolos pour la plupart, balancent à la face des nantis.

Musique et mode

Pour Vicky Toudou, Gisèle Gomez, Bruno Babette et Framboise, la mode est une histoire ancienne en Afrique, et ce à tous les niveaux sociaux. Les femmes mettent toujours des heures, respectant un véritable rituel, pour se parer de leurs vêtements traditionnels. Au Sénégal, par exemple, elles agitent leur boubou au-dessus du Tiouraye, pour les imprégner d'une sorte d'encens. Sans compter la coiffure, les bijoux et les parfums divers. En fait, le style africain, celui des Antilles, est un mélange des genres (colonisation oblige) qui se caractérise par la profusion, l'abondance des couleurs, une grande amplitude, une façon de nouer le tissu, les madras sur le corps autour de lignes assez courtes et pointues. Comme l'alliance Chopinot-Gaultier, le style africain est le métissage du vêtement et du mouvement, de la matière et du corps. A l'heure où la musique noire continue de déferler sur l'Europe, malgré le très fort come-back des Anglo-Saxons, l'occasion est trop belle de marier musique et mode, de définir le rythme tel qu'il s'ordonne en Afrique. Ces jeunes créateurs l'ont bien pigé, les concerts africains sont déjà d'inimitables défilés de mode.

Le style africain va au-delà d'un simple désir de reconnaissance. Notre époque exige, pour être traduite dans sa complexité, l'avènement de cultures multiraciales dont la musique, la mode et la danse sont des nuances essentielles. Gageons que l'instituteur-robot de l'an 3000 parlera des Afro-Européens comme d'un peuple ouvert au monde. D'une diaspora particulière, qui portait en elle, outre l'insondable douleur de l'esclavage, le bleu de la mer des Caraïbes, les tours de Notre-Dame et les crocodiles du marigot. Et que leur existence même fut un trait d'union entre les peuples.

Il y a fort à parier que l'originalité de la tendance qui s'affirme aujourd'hui en fera demain son universalité. □

JULIEN BOAZ

(1) Chez Balland.
(2) Entre Paris et Baongo, coll. Alors, CCI/Centre Georges-Pompidou.

Les
«personnes
élégantes»:
un moyen
d'expression

ROCK-TANGO. Habillé de noir, le visage maquillé de blanc, Jean Guidoni, le must du rock-tango de la chanson française, fait sa rentrée parisienne à la *Cigale*, l'ancien bal de la Boule noire, avec quelques nouvelles chansons signées Enzo Corman.

Après *Crime passionnel* (opéra de chambre pour un homme seul), *Putains* son dernier album rock-sulfureux donne le la, après le succès tout à fait relatif d'Higelin à Bercy et le tabac sans filtre de Gainsbourg au Casino de Paris.

Ambiance Bashung-Sapho-Piazzola, *Chiens*, le nouveau spectacle de Jean Guidoni, est bien un signe de notre temps où fureur, passion et dérision se mêlent au souvenir de Max Linder et de Maurice Chevalier.

STEPHANE JAKIN

Chiens, à la *Cigale*, pendant tout le mois de novembre.



Jean Guidoni : fureur et passion

L'Arc en terre et la Rue des mouches au Festival de la francophonie de Limoges, devenu en quelques années un très haut lieu du théâtre africain en Europe.

Lieu de rencontre de toutes les solitudes, de toutes les perditions, la cafétéria sert de décor à l'univers impossible d'Isaac Bashevis Singer dans *Kabbaliste d'East Broadway*, sur une scénographie de Emil Weiss. Un monde au bord du gouffre où l'amour, la mort et le diable vous harcèlent sans cesse entre un milk-shake, une tranche de gâteau et un café crème. Un spectacle pas banal et un brin rigolard.

Kabbaliste d'East Broadway, Espace Gaité, 35, rue de la Gaité, du 23 au 30 novembre.

EN IMAGE

SANS FRONTIERES. Après la Courneuve, c'est sur le petit écran que l'on retrouve les Chanteurs sans frontières. TF1 consacre, en effet, deux soirées à la retransmission du concert pour l'Ethiopie organisé à la Courneuve le 13 octobre dernier. Ce soir là, 100 000 personnes étaient attendues, 15 000 seulement sont venues, on est bien loin des records d'affluence enregistrés à Wembley et à Philadelphie, pourtant l'affiche valait le déplacement. Plus de 80 chanteurs se sont succédé sur la scène. De Manu Dibango à Hugues Aufray, de France Gall à Johnny Halliday, il y en avait vraiment pour tous les goûts.

C'est donc ce spectacle que vous pourrez voir le 12 novembre à 22 h 5 et le 13 novembre à 21 h 40 sur TF1.

EN MUSIQUE

ARMENIE NOUVELLE. Apatride en quête d'identité, tel est le thème développé par les chansons que Nazareth Hekimian compose dans une langue arménienne actualisée. Le choix de la musique occidentale n'exclut pas la présence d'un climat « particulier » où s'insère parfois un instrument traditionnel. Démarche nouvelle et créatrice par rapport à la chanson arménienne pratiquée en France, qui relève essentiellement du folklore.

Nazareth choisit délibérément de sortir du registre des chants d'exaltation de la patrie et des chants révolutionnaires du XIX^e, qui ne correspondent plus à la réalité des Arméniens en diaspora. Il choisit de dire - en arménien -, à travers son expérience individuelle, ce qui lui paraît être encore douloureusement vécu par ses contemporains : la difficulté de se situer lorsqu'on appartient à un peuple en exil, le problème majeur de l'identité à trouver après les imprégnations culturelles multiples et parfois antagonistes qui ont jalonné son itinéraire.

DOLORES ALOIA

Nour, par Nazareth Hekimian, Glory.

EN PEINTURE

VISIONS. C'est à un voyage en peinture dans un Orient imaginaire que nous convie Serge Kantorowicz, le visionnaire des lupanars judéo-mauresques. *Galerie Georges Fall*, 57, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris. A partir de début novembre.

SÉLECTION/DISQUES

Who's Zoomin' Who?, Aretha Franklin, Arista Ariola.
Un phrasé, une émotion sans racolage, dans la pure tradition du Blues and Soul.
In Square Circle, Stevie Wonder, Motown, RCA.
Plus classique soul que moi tu meurs. Ça tombe, c'est simple, c'est dépouillé, c'est l'album de cet automne.

Nepa, Tony Allen, Works, Blue Moon.
Un très bon disque d'afro-beat, avec le punch de la meilleure époque du grand Fela.

BLOC-NOTES

Cet automne n'a pas mérité le nom d'« indien » seulement par la température digne de l'été du même nom qu'il a connu, mais également parce que l'Année de l'Inde continue d'y déployer ses fastes et ses charmes. Gageons que nos spécialistes nous parleront ailleurs de la plus grande cinématographie du monde, présentée, jusqu'au 1^{er} janvier, Centre Pompidou à travers un « star system » qui n'a rien à envier à Hollywood.

Cependant, pour ceux qui n'iront pas voir les films ou qui voudront en prolonger les couleurs et la saveur, il est des plus recommandé de se procurer l'album, superbement illustré, publié par Beaubourg, *les Stars du cinéma indien* (80 F), édité sous la direction d'une importante critique de cinéma indienne, Nasreen Kebir.

De son côté, le Centre national des arts plastiques consacre ses cimaises, jusqu'au 30 novembre, à une expérience exceptionnelle : exposer en commun dix peintres indiens, hommes et femmes, sur trois générations, qui ont en commun d'avoir travaillé en France et, pour certains, d'y résider encore. Où l'on voit les représentants d'une civilisation millénaire, mère des arts à maints égards, se mettre à l'écoute d'une autre

sensibilité, celle de Paris, et décliner le mot peinture indienne avec « moderne ».

Ce voyage en Orient peut se clore, si l'on peut dire, en ouvrant le livre des *Aventures de Sindbad le marin*, texte intégral nouvellement traduit sur manuscrit, replacé dans son contexte culturel et historique d'une façon magistrale (édition Phébus).

Du Rond-Point à l'hôtel Salé, du Nigéria à Picasso : c'est l'art et la manière

Avec la rentrée, un nouveau confrère est né : *Cinémathèque française*, distribué par abonnement (10 F le numéro), publié par la prestigieuse institution du même nom, décidément en plein renouveau, qui peut présenter ainsi régulièrement des dossiers, l'état de ses recherches et travaux de conservation et d'archivage, etc. Intéresse tous les publics, comme disent les fanzines !

Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, mosaïque d'ethnies, est, malheureusement, rarement à la une, ces derniers temps, pour des sujets

culturels : aussi, profitons de l'occasion pour annoncer une exposition, qui sera sûrement une découverte pour le public d'ici, d'un choix parmi les meilleurs sculpteurs de ce grand pays, au théâtre du Rond-Point, du 25 novembre au 15 décembre, présenté par l'Association française d'action artistique.

Enfin, last but not least, l'ouverture du musée Picasso va bien au-delà d'un événement muséographique et mondial, puisqu'il offre, avant tout, un nouveau et bien réel plaisir à tous ceux qui se baladent dans le Marais, leur ouvrant les portes d'un splendide palais XVIII^e, aménagé avec le maximum d'agrément et de confort (une fois n'est pas coutume dans les musées français), pour montrer un très large éventail de la production d'un grand bonhomme, véritable « baromètre » de la sensibilité de notre XX^e siècle.

YVES THORAVAL

Centre Pompidou : cycle indien, salle Garance.

Centre national des arts plastiques : 11, rue Berryer, 75008 Paris.

Revue Cinémathèque française : 29, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : 45.53.21.86.

Théâtre du Rond-Point : avenue Franklin-Roosevelt.

Musée Picasso : hôtel Salé, 5, rue Thoiry, 75003 Paris. Tél. : 42.71.25.21.

Jean Legrand
Cuisinier-Conservateur

TOUTE L'ANNÉE
Foie Gras Frais d'Oie et Canard
Ses magrets de canard frais ou fumés
Ses plats grande cuisine

58, rue des Mathurins
75008 PARIS Tél. : 265.50.46

18, rue Montmartre
75001 PARIS Tél. : 236.03.52

L'AFRIQUE notre passion

SENEGAL - GAMBIE 2 980 F VOL + 1 NUIT

KENYA 4 480 F

Séjour au Cap Skirring
1 semaine en 1/2 pension, vol compris

Safari Masai
Prix à partir de 4 790 F VOL + 2 NUITS

7 980 F 8 jours

uniclam
63, rue Monsieur-le-Prince
75006 PARIS - Tél. (1) 43.29.12.36

Demande de brochure UNICLAM AFRIQUE

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____



— Differentialisme —

CASTES ET RACISME MÊME COMBAT ?

On cite souvent le système des castes, qui régit, notamment, la société indienne, comme une forme naturaliste du racisme. Au contraire : il s'agit plus d'une ségrégation sociale qui éclaire, en retour, le rôle du racisme dans les sociétés occidentales.

gards. Ainsi, l'impossibilité du mariage intercaste, la non-commensalité, le rejet des intouchables, les ghettos, ont amené certains à assimiler l'institution des castes à la ségrégation raciale américaine ou au système d'apartheid sud-africain qui présentent des analogies. Gardons-nous de tels amalgames : quelques traits particuliers ne sauraient rendre compte d'un système social dans sa totalité car, hors de leur contexte, ils perdent leur véritable signification. Il faut donc définir ce que sont le racisme et ses fondements, ainsi que le système des castes, avant d'en tirer des conclusions trop hâtives.

Le terme « racisme » est d'apparition récente. Selon le dictionnaire Larousse (1979), « le racisme est le système qui affirme la supériorité d'un groupe racial sur les autres en préconisant, en particulier, la séparation de ceux-ci à l'intérieur d'un pays (ségrégation raciale) ou même en visant à l'extermination d'une minorité (racisme antisémite des nazis) ». En raison du flou de la notion de « race », la définition du racisme a été étendue à une attitude d'intolérance, voire d'agressivité et de rejet vis-à-vis d'un groupe ethnique.

Le système des castes en Inde et ses implications sont mal connus et difficiles à accepter pour la pensée occidentale contemporaine. Ce qu'on en retient le plus souvent, c'est que les castes sont des classes ou catégories d'individus exclusives, fermées et hiérarchisées, avec au bas de l'échelle des parias. Ces intouchables semblent à première vue exclus de la société, rejetés hors de l'humanité et condamnés à vivre comme des ombres dans des ghettos, loin des regards.

Le racisme dans nos sociétés a des attaches très profondes, ancrées dans les fondements même de nos principes individualistes, hérités de la religion chrétienne qui ne voit dans les hommes que des « frères » égaux devant Dieu. Alors que les sociétés traditionnelles se basaient sur un ordre naturel des choses, l'Occident moderne et rationnel inscrit l'égalité de principe dans sa Constitution en se détachant de la nature pour créer un ordre humain autonome, conçu à son échelle. Débarrassé ainsi d'une société qui servait d'intermédiaire avec la nature, l'individu devient la mesure universelle et les hommes, des acteurs identiques qu'il s'agit d'accorder entre eux et qu'il ne faut plus prendre comme des échantillons d'un groupe social, mais comme des entités existant en soi et pour soi.

Dans ses nouvelles relations avec la nature, l'homme enfin libre fait de celle-ci un auxiliaire sauvage qu'il faut dompter, afin d'en tirer sa subsistance et son bien-être. Dans ces conditions, les différences culturelles et sociales ne peuvent plus justifier une inégalité. Aussi est-on allé chercher une légitimité pseudo-scientifique dans des différences d'ordre biologique, de physiologie, de couleur de peau, de sang, etc., afin d'expliquer le rejet de l'étranger de la sphère de la culture (l'humanité) dans la nature (l'animalité).

On peut constater deux types de racisme : le racisme fonctionnel et le racisme réactionnel. Le premier est lié directement à une relation économique d'exploitation : le colonialisme et l'esclavagisme.

La seconde forme de racisme, le racisme réactionnel, bien qu'il soit lui aussi déterminé en grande partie par des rapports de production (conflits sociaux, crise économique, guerre), reporte sur un groupe, devenu bouc émissaire, une agressivité incontrôlée.

Notre idéologie égalitaire, en établissant ses principes universels sur l'individu, a nié toute hiérarchie sans la supprimer pour autant. Le racisme semble donc être une résurgence, dans la société égalitaire, d'une distinction qui s'intégrait plus « naturellement » dans une société hiérarchisée.

Communément, en Occident, lorsque nous parlons de castes, nous désignons les Varna. Les Varna sont décrits dès les textes les plus anciens. Ils sont au nombre de quatre : les Brahmanes (prêtres et enseignants), les

Kshatriya (rois et guerriers), les Vaishya (marchands) et les Shudra (agriculture et gens de service). Viennent ensuite les hors-castes ou plutôt, devrait-on dire, « hors-Varna », les Intouchables.

Les castes proprement dites, connues en Inde sous le nom de « jati » (naissance), sont au nombre de 3 à 4 000 (on naît au sein d'une caste et on n'en sort jamais). Elles se rattachent de façon abstraite à l'un des Varna, mais sont hiérarchisées les unes par rapport aux autres selon des critères très strictement définis. On peut les résumer brièvement par « qui se marie avec qui » et « qui mange avec qui ». Cette hiérarchisation est basée sur la pureté, liée à la naissance, et, en ce qui concerne certains métiers de « spécialistes » (barbiers, blanchisseurs, cordonniers, équarisseurs, etc.), sur la fonction occupée par la caste dans la société.

Les castes de Brahmanes et d'Intouchables représentent les deux pôles extrêmes mais aussi les piliers du système, la rigueur des uns ne se justifiant qu'en opposition à l'impureté des autres. L'exécution des tâches impures par les Intouchables est nécessaire au maintien de la pureté des Brahmanes. Cette différenciation sociale est articulée au niveau de la division du travail par un système désigné sous le terme de « système jajmani ». Il est généralement défini comme la totalité des services et des rétributions qui lient l'ensemble des castes du village par le biais de relations personnelles héréditaires. Le contrat héréditaire permet de faire exécuter par autrui ce qui semble impur à soi-même (rasage, coupe de cheveux et des ongles, ramassage des ordures, nettoyage des linges menstruels). Si, à tous les niveaux, les spécialistes se servent réciproquement les uns les autres, le système n'en est pas pour autant égalitaire.

Le règlement des services se fait de façon coutumière : pour les tâches habituelles, la rétribution est en nature et s'étale sur toute l'année ; elle peut se faire par la fourniture quotidienne d'un peu de nourriture mais elle donne toujours droit à une quantité fixée de grains après la récolte.

Le système jajmani assure donc aux dominants les services des spécialistes, et aux spécialistes leur subsistance, en leur donnant des droits limités mais réels sur les produits du sol et l'aisance de leurs maîtres. Il institue ainsi, entre ceux qui disposent des moyens et ceux qui n'en disposent pas, une interdépendance plutôt favorable aux seconds, car les dominants dépendent des castes de spécialistes par l'aspect rituel de leurs fonctions. Il constitue un dispositif de régulation de chacun vers l'ensemble, déterminant la spécialisation et l'interdépendance des services dans un mode d'expression fondamentalement religieux.

Comme on peut le constater, toute la pensée indienne est dominée par l'opposition du pur et de l'impur, l'impureté étant tout ce qui touche à l'organique et la pureté tout ce qui s'en détache. Tous les hommes sont pourtant exposés à ces contacts par les contraintes qu'impose le corps humain (excrétion, barbe, sueur, etc.). Dans cette société

inégalitaire, la division du travail s'attachera donc à décharger certains de l'impureté organique tandis que d'autres en deviendront les spécialistes. Ces derniers seront par conséquent de statut plus ou moins inférieur selon le degré d'impureté de leur fonction. Les castes ne sont pas séparées parce qu'elles sont de nature différente mais parce qu'elles sont, d'un point de vue culturel, spécialisées dans leurs rapports avec la nature. Ainsi est jugée impure en Inde toute situation transitoire entre culture et nature : la naissance (la parturiente est impure), la mort (le deuil entraîne l'impureté).

En reconnaissant que chacun est en contact avec la vie organique, l'idéologie des castes consacre l'unité profonde culture-nature, et, par la division du travail et la hiérarchisation fondées sur la relation avec la nature, elle inclut les castes et les individus castés à l'intérieur d'un tout universel : l'ordre cosmique. (N'oublions pas que les animaux participent aussi bien que les hommes à cette vision du monde et qu'ils sont eux aussi hiérarchisés.) Du coup, la hiérarchie n'apparaît plus seulement comme un agent de division, mais bien comme le ciment, la marque d'une intégration conceptuelle d'un ensemble dans un tout qu'est l'ordre cosmique.

On peut maintenant aisément réfuter la confusion faite entre caste et apartheid ou ségrégation raciale américaine. Si le racisme opère une séparation entre culture et nature et le rejet du déviant dans la sphère de la nature, la division statutaire n'est pas subordonnée à cette conception

dans le système des castes. De plus, la hiérarchie des castes, loin d'entraîner un rejet des Intouchables, n'a de sens, comme le montre le système jajmani, que dans l'interdépendance d'individus pris collectivement et englobés dans un ordre qui, lui, représente la réalité humaine. Cependant, si le système des castes est indemne de racisme, il n'en présente pas moins tous les aspects de la ségrégation sociale. Il suffirait de remplacer les principes hiérarchiques par une idéologie égalitaire pour rendre autonomes les individus par rapport à la sphère de la nature et engendrer ainsi une forme de racisme réactionnel de grande envergure.

Les événements du Gujarat illustrent bien ce mécanisme : pendant plusieurs semaines, se sont affrontées dans la rue hautes et basses castes, à propos de quotas réservés à ces dernières dans les universités et l'administration. Le gouvernement central indien, qui a adopté une constitution égalitaire de type occidental après l'indépendance, a décidé d'imposer des quotas réservés aux basses castes afin de faciliter leur ascension sociale. Geste louable, mais mal vécu dans une société où seule l'intouchabilité a été abolie (mais pas les castes) et où cohabitent un Etat moderne et une société traditionnelle, d'autant que le statut de caste n'est pas toujours synonyme de pouvoir économique et que l'on peut être à la fois brahmane et très pauvre.

Notre propos n'est pas de faire le procès de l'égalitarisme. Mais rien ne sert d'entretenir la confusion entre l'égalité des hommes et leur identité. □

RICHARD GARCIA



Des Brahmanes aux Intouchables...

— L'affaire —

BEN BARKA, MEHDI, NÉ À RABAT

**29 octobre 1965,
boulevard
Saint-Germain
à Paris :
le leader
tiers-mondiste
est enlevé
par des barbouzes
du SDECE,
ancêtre de la DGSE.
On n'a jamais
retrouvé
son corps...
ni, d'ailleurs,
les commanditaires
de son meurtre...**



tourbillons de l'histoire. Mais cet homme exceptionnel a laissé un souvenir impérissable à tout ceux qui l'ont rencontré, de Vincent Monteil (1) à Jean Dresch (2). El Mehdi Ben Barka est né en 1920 dans la région de Rabat, au sein d'une famille de sept enfants, dont cinq survécurent. Son père, modeste épicier, était un homme très pieux et peu instruit. Mehdi apprit à lire à l'école coranique (3), comme tous les petits Marocains issus de familles pauvres. Dans l'enseignement secondaire et supérieur, il se révéla brillant élève et devint en 1942 professeur de mathématiques. Il a alors comme élève le prince héritier Moulay Hassan, devenu depuis Hassan II. Dès l'âge de 14 ans, il milite dans le Comité d'Action marocaine (4) qui est le premier mouvement politique né dans le Protectorat. En 1944, il est l'un des signataires du Manifeste de l'indépendance du Maroc et l'un des fondateurs du parti de l'Istiqlâl (5) (mouvement de libération nationale) avec Allal El Fassi. Maintes fois arrêtés par les Français, il n'en poursuit pas moins sa carrière politique avec acharnement. En 1955, il est membre de la délégation de son parti à la Conférence d'Aix-les-Bains qui doit préparer le retour d'exil de Mohamed V et jeter les bases de l'indépendance. En mars

Il y a vingt ans, presque jour pour jour, disparaissait El Mehdi Ben Barka. Son enlèvement le 29 octobre 1965, sur le boulevard Saint-Germain, avait alors défrayé la chronique. Aujourd'hui, avec l'affaire Greenpeace, on évoque du bout des lèvres l'affaire Ben Barka, qui reste présente dans bon nombre d'esprits. Mais l'homme, ses idées, qu'en est-il advenu ? Il est vrai qu'en vingt ans les événements, plus graves les uns que les autres, se sont multipliés, emportant l'affaire Ben Barka dans les

de la même année, naît, dans la clandestinité, l'UMT (Union marocaine du travail) dont les membres appartiennent exclusivement à l'Istiqlâl.

Depuis 1951, Ben Barka tentait d'implanter un syndicat ouvrier marocain. En effet, le droit syndical au Maroc n'a été reconnu, sous le Protectorat, qu'en décembre 1936, mais... pour les seuls travailleurs d'origine métropolitaine. D'ailleurs un *dahir* du 24 juin 1938 vint interdire aux Marocains d'adhérer à des syndicats européens.

Le Maroc devient indépendant le 3 mars 1956. Ben Barka est élu président de l'Assemblée consultative et assure la direction du journal *Al Istiqlâl*. Un autre syndicat voit le jour, l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains), toujours sous l'initiative de Ben Barka, soucieux de voir s'établir une collaboration étroite entre les intellectuels et les masses ouvrière et paysanne afin de construire un Maroc libre tant sur le plan économique que sur le plan politique.

Puis, en 1959, des divergences apparaissent au sein de l'Istiqlâl. Rien ne va plus entre la base et la direction du parti qui semble amorcer un fort virage à droite. L'aile gauche du parti fait scission et devient l'UNFP (Union nationale des forces populaires) (6) sous l'impulsion de Ben Barka qui restera jusqu'à sa mort l'un de ses principaux responsables. Il ébauche alors des plans pour un éventuel regroupement des trois pays du Maghreb et de la Libye en une fédération qui permettrait une véritable politique maghrébine en matière d'économie et de relations extérieures.

A aucun instant il ne cesse de poursuivre son idéal : instaurer le socialisme au Maroc par la voie de la planification, tout en acceptant des capitaux de pays étrangers à condition que « ceux-ci concourent à la réalisation de notre objectif de progrès économique et social... L'euphorie capitaliste est sans intérêt pour l'objectif que nous recherchons » (7) Il ne veut plus que l'économie marocaine soit « essentiellement construite sur une base de complémentarité par rapport à la France ». (8) Il faut tout d'abord freiner la pauvreté dans ce Maroc qui demeure rural. « Nous donnerons à nos fellahs (9) les moyens de briser la gangue de leur misère et de rompre le cadre qui fige leur vie. »

La voie de la planification... avec capitaux étrangers

Ben Barka souhaite une réforme agraire : les terres anciennement colonisées doivent désormais appartenir à l'Etat qui devra les redistribuer ensuite, avec un large souci d'équité, aux petits propriétaires terriens. L'opération « Labour » l'avait rendu très populaire auprès des paysans. Elle consistait en un remembrement pour quelques heures des petites parcelles que possédaient les modestes fellahs, le temps d'un labourage à l'aide d'un tracteur. Suite à cette opération, les récoltes augmentèrent de 60 % (10).

En 1962, il rédige son œuvre majeure, *l'Option révolutionnaire au Maroc*, où il développe ses thèses sur le pouvoir « féodal-capitaliste ». Son action ne s'arrête pas au pays natal, car il est habité par l'idée que tous les pays colonisés doivent se libérer de leur joug. Le champ de ses luttes s'étend au tiers monde, qu'il parcourt inlassablement, essayant d'organiser un front de résistance anti-impérialiste.

Hassan II le contraint à l'exil en 1963, car il devient un opposant dangereux pour le régime monarchique. Il est accusé de complot contre la sûreté de l'Etat à la suite des événements sanglants de mars à Casablanca où le peuple en colère se retrouva face aux chars. Les Américains ne voient

■ **Professeur de mathématiques,
fondateur de l'Istiqlâl,
puis de l'Union nationale
des forces populaires,
contraint à l'exil
par Hassan II
en 1963,
organisateur de la première
Conférence tricontinentale**

pas non plus d'un très bon œil cet agitateur qui veut ébranler les bases de l'impérialisme et combattre le sous-développement.

Ben Barka décide alors de travailler à la tenue d'une conférence qui réunirait les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Véritable leader révolutionnaire mondial, il se fait de plus en plus d'ennemis dans le camp capitaliste. La première Conférence tricontinentale se réunit à La Havane à la fin du mois de décembre 1965. Il ne verra donc pas se réaliser le fruit de ses efforts, puisqu'il est enlevé deux mois plus tôt par un commando où collaboraient des hommes des services spéciaux marocains et du SDECE français (11). Il n'a pas non plus revu le Maroc. Son corps aurait été brûlé à la chaux vive.

Sa disparition jeta le désarroi dans le peuple marocain qui avait mis en lui tous ses espoirs et le tiers monde perdit un de ses plus grands idéologues.

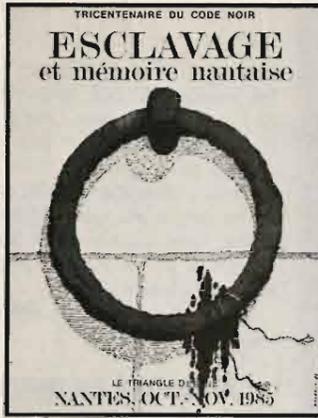
Il a maintenant pris place au panthéon de l'humanité, à côté de Jaurès, Gandhi, Lumumba, et tant d'autres... □

MARIETTE HUBERT

Bibliographie

La Piscine, de Roger Faligot et Pascal Krop. Ed. du Seuil.
Le Maroc politique, de Claude Palazzoli.
Libération, journal hebdomadaire de l'USFP, interdit depuis plusieurs années.
Autres entretiens avec El Mehdi Ben Barka, Raymond Jean, Tribune libre. Ed. Plon, 1959.
Revue Tricontinentale, 1981, n° 1. *La France contre l'Afrique*. Petite collection Maspéro.

- (1) Islamologue.
- (2) Géographe, membre du PCF, professeur de Ben Barka.
- (3) Les enfants apprennent à lire dans le Coran et connaissent ainsi dès leur jeune âge tous les rudiments de la religion musulmane.
- (4) Première ébauche du mouvement de libération nationale. Donnera naissance au Parti national qui, à son tour, donnera naissance à l'Istiqlâl.
- (5) Signifie « indépendance ».
- (6) Parti socialiste, devenu depuis l'USFP (Union socialiste des forces populaires).
- (7) et (8) Entretiens de Raymond Jean avec El Mehdi Ben Barka. Plon, Tribune libre, 1959.
- (9) Paysans.
- (10) Il lança une autre opération aussi spectaculaire : la Route de l'unité qui devait réunir, avec l'aide de 12 000 volontaires, la zone Nord du Maroc occupée par les Espagnols et la zone anciennement colonisée par les Français.
- (11) Dans une lettre adressée fin mars 1967 au président de la cour d'assises de la Seine, Mme Ben Barka dénonce la coopération des services secrets israéliens avec le SDECE et les services spéciaux marocains dans l'enlèvement de son mari.



Le Triangle d'Ebène : 21, avenue de La Motte-Piquet - 44100 Nantes.

NOVEMBRE

2 Séminaire national de formation de formateurs en langue berbère, jusqu'au 24, à Créteil, Paris et Saint-Ouen, sous la direction de Yahia Djafri. Rens. : ABRID-A, 14, rue Ambroise-Croizat, 93400 Saint-Ouen. Tél. : 42.23.58.22. □

4 Jusqu'au 7 décembre, **La Christ et le Vierge**, de Julien Bosc, une pièce jouée par Josée Lagravère et Corinne Frimas, au Théâtre du quai de la Gare, 91, quai de la Gare, 75013 Paris. Rens. au 45.85.88.88. □

6 Exposition **L'apartheid le dos au mur** à la bibliothèque publique intercommunale, « Les Heures Claires », d'Istres (Bouches-du-Rhône), jusqu'au 27. Rens. au 42.56.12.27. □

7 et 14, deux **Rencontres Américaine latine** programmées dans le cadre d'un ensemble de manifestations par la Maison de l'Amérique latine, le Centre culturel mexicain, Flammarion IV et la BPI du Centre Georges-Pompidou, autour de la bande dessinée et de la littérature sud-américaine d'aujourd'hui. Centre Georges-Pompidou, à 18 h 30. Tél. : 42.77.12.33. □

12 A la salle du théâtre Sorano de Vincennes, Francis Bebey, musicien, poète et chanteur africain, se produit à 20 h 30 dans un concert organisé par le Collectif tiers monde de Vincennes et avec le concours de **Musique et Espérance**, association fondée par Miguel Angel Estrella. Rens. 43.28.38.81. □

13 Jusqu'au 18, **Conférence internationale de la jeunesse** sur la discrimination raciale. Le MRAP sera représenté à Osaka. □

14 Débute le **V^e Festival international du film d'Amiens**, jusqu'au 23. Outre la compétition, deux thèmes sont abordés : **Black Hollywood** ou l'image des Noirs dans le cinéma hollywoodien des origines à nos jours et **Erotisme et Sexualité dans le cinéma brésilien**.

Pendant le Festival : création du premier marché international du film d'Amiens (MIFA) qui, en association avec l'Independent Feature Film Project Market de New York, aura pour but de permettre la recherche de débouchés commerciaux pour toute production indépendante européenne et pour les cinémas d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Par ailleurs, du 14 au 16, se tiendra un colloque sur la diffusion du cinéma africain en Europe. Rappelons que les Journées cinématographiques d'Amiens sont jumelées avec le Festival panafricain du cinéma de Ouadadougou. Rens. : Festival d'Amiens, 36, rue de Noyon, 80000 Amiens. Tél. : 22.91.01.44. □

16 Samedi, à Paris (espace du fort d'Aubervilliers), **Douze heures pour la paix**, organisées par le Mouvement de la paix, 35, rue de Clichy, 75009 Paris. Tél. : 48.74.35.86. □

16 Dans le cadre des **Etats généraux de la jeunesse** se déroule le I^{er} Festival du cinéma jeune et le Festival du théâtre pour enfants, jusqu'au 24, au Théâtre d'Issy-les-Moulineaux. Rens. : CLAVIM, 2, rue Lasserre, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 46.38.01.11. □

22 Conférence à l'université nouvelle de Lille sur le racisme avec Albert Lévy, secrétaire général du MRAP. □

23 Dernière de l'exposition d'aquarelles de Jean Commère à la galerie Guigné, 89, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. □

23 Se termine le cycle Cinéma et Islam, dans la salle Jean-Renoir, 2^e étage/BPI du Centre Georges-Pompidou à Paris. Rens. 42.77.12.33 poste 45.42. □

25 Les lundis de 20 à 22 h, jusqu'au 13 janvier 1986, le Centre Sèvres signale les cours suivants : **Chrétiens, Musulmans, quel dialogue ?**, par le P. Serain. Rens. Centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, 75006 Paris. Tél. : 45.44.58.91 de 14 à 18 h. □

30 Clôture de l'exposition de **livres pour la jeunesse : Connaissance de l'autre**, au Centre audonien de rencontres et d'accueil, 2, rue Adrien-Meslier à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), organisée conjointement par le comité du MRAP de Saint-Ouen et la bibliothèque municipale. Cette exposition deviendra itinérante à partir de décembre 1985 et pourra être réservée au MRAP de Saint-Ouen, 14, rue A.-Croizat. Rens. : 46.06.47.25. □

DECEMBRE

2 **Educatec/Formation 85**, jusqu'au 6, au parc des Expositions de la porte de Versailles à Paris. **Différences y** sera représenté. □

4 Jusqu'au 7, de 11 h à 20 h, galerie de Nesle, 8, rue de Nesle à Paris, exposition-vente d'œuvres d'art contemporain, au profit des œuvres sociales de la Commission centrale de l'enfance, avec, entre autres, Viera Da Silva, Friedlaender, Sonia Delaunay, Helion, Kijno, Messagier, Cassigneul, Bettencourt, Alechinsky, Lhote. □

9 et 10 : **Colloque de recherche sur les jeunes** à l'amphithéâtre Poincaré, 1, rue Descartes, 75005 Paris. Dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse, des chercheurs en sciences sociales et différentes personnalités se sont constitués en six groupes de travail pour rédiger un état de recherches sur les huit millions de jeunes. Rens. : ministère de la Recherche et de la Technologie, 1, rue Descartes Paris 5^e. □

ET ENCORE

ALPHABETISATION. Le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP), délégation Ile-de-France, organise des stages de formation de formateurs **Analphabétisme et formation d'adultes**, sur 1985 et 1986. Pour tous renseignements concernant ces stages : tour Rimini, 8, avenue de Choisy, 75013 Paris. Tél. : 45.85.67.21. □

ARCHITECTES. **Architecture en Inde.** 19 novembre 1985-6 janvier 1986, Paris, au Centre Georges-Pompidou. Dans le cadre de l'Année de l'Inde, l'Association française pour l'action artistique organise, avec le concours de la Direction de l'architecture, une exposition sur l'architecture indienne contemporaine. Elle fera référence à l'architecture traditionnelle et à

l'œuvre de Le Corbusier en Inde, et sera accompagnée d'un colloque sur les pratiques professionnelles. L'exposition sera présentée à l'Ecole des beaux-arts, 17, quai Malaquais, Paris, du 1^{er} au 15 décembre 1985. □

EXPRESSIONS. L'Association cultures et expressions des minorités (ACEM) organise, pour les jeunes issus de cultures minoritaires en France, un forum **Expressions écrites** axé sur l'expression écrite en français. Une sélection des meilleures œuvres reçues se fera avec publication de deux recueils de poèmes et de nouvelles à partir des travaux retenus. Tous les jeunes peuvent participer, sans limite d'âge.

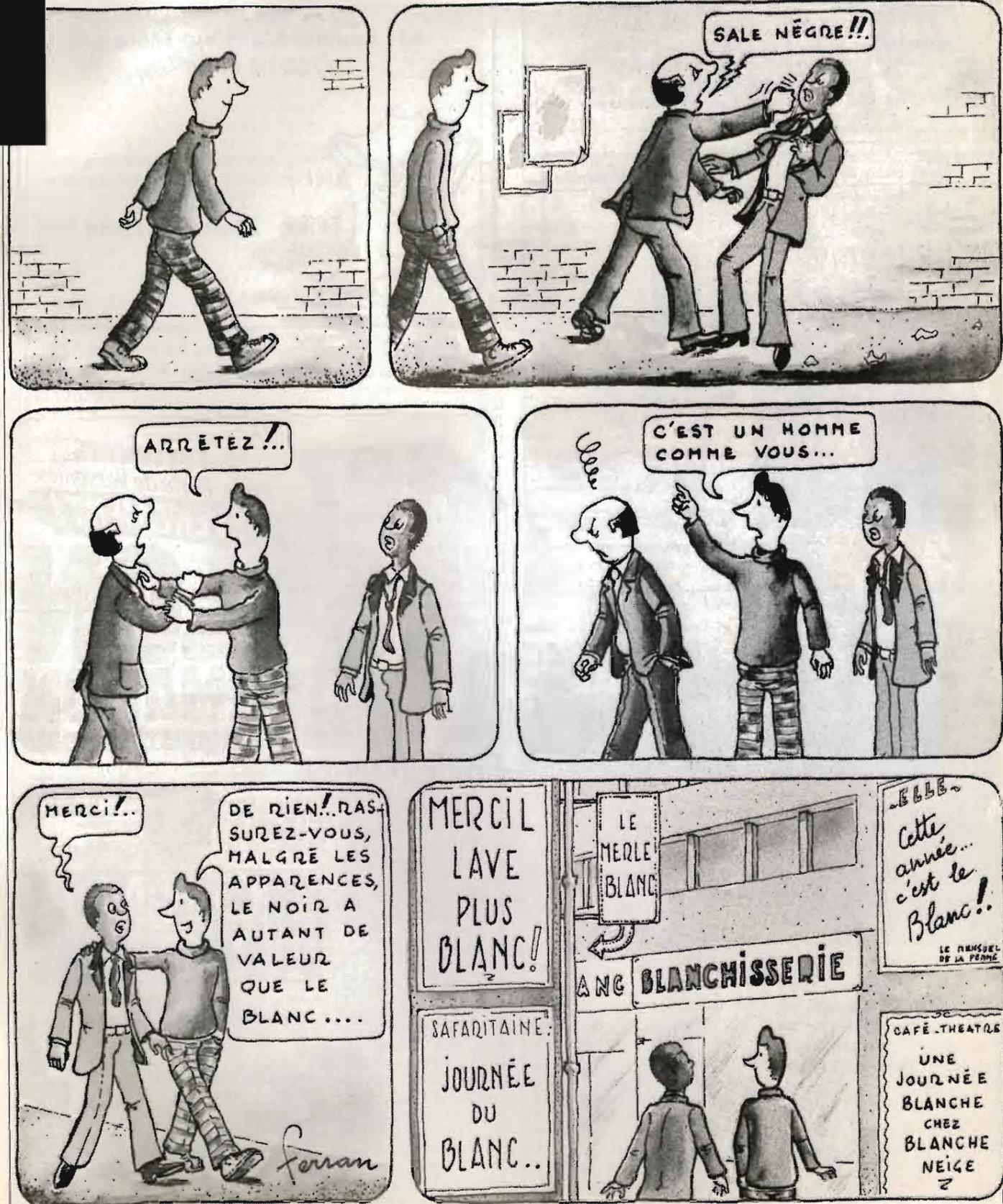
Sont retenus : les recueils de poèmes, nouvelles, autobiographies, etc. Les documents individuels ou collectifs, manuscrits ou dactylographiés, sont à adresser jusqu'au 30 novembre 1985 à l'ACEM c/o CIEM, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Les envois ne seront pas retournés. □

EXPOSITIONS. Trois expositions sont disponibles au CIR-FR4 de Vitrolles : racisme, science et immigration, vivre ensemble avec nos différences et origine et évolution de l'espèce. Rens. : Communication et informations régionales/France régions 4, 24, résidence Le Maillane, 13127 Vitrolles. Tél. : (42) 89.52.17. □

PAROLES. Dans le cadre d'un projet d'action éducative, des lycéens de Bédarieux (Hérault) sont partis à la recherche de leurs racines et ont réalisé un ouvrage de 145 pages, « Paroles : histoires d'une migration », une série de témoignages des Bédariciens d'origine espagnole. Ce livre est disponible au prix de 70 F à la coopérative du lycée F.-Fabre de Bédarieux. □

MARCHES. A l'heure où nous mettons sous presse, deux **marches contre le racisme** sont annoncées, l'une à l'initiative de SOS-Racisme, du 21 octobre au 14 décembre, l'autre du Collectif jeunes de la région parisienne, du 15 octobre au 1^{er} décembre. Le MRAP et d'autres associations s'efforcent d'aboutir à l'unification de ces deux initiatives. Pendant cette période, le MRAP a décidé de développer son action dans toute la France pour le droit des immigrés et des jeunes issus de l'immigration. □

FAITS DIVERS par FERRAN



Agenda réalisé par DANIELE SIMON

Le plus beau jour de votre vie au
**Country Club
de Grande Romaine**

dans un parc de 30 ha avec piscine chauffée, tennis,
à 25 minutes de Paris par autoroute A4.
Ouvert toute l'année
Tél. 002.26.01/21.24/21.28 - 77330 Lésigny

La chambre des mariés est offerte par l'établissement
Spécialiste du lunch dînatoire chaud et froid à discrétion



2 salles autonomes s'ouvrant
sur le parc et la piscine.
Sono, disc-jockey
inclus dans nos forfaits.
Hôtel *** NN, 90ch. - Parking gratuit.



ets DANIEL

IDEAL CUIR

41, Avenue Mathurin Moreau
75019 Paris



205.90.80
Télex : 290163 - Porte 122

1er SALON DE LA FORMATION
aux métiers et techniques de demain

2-6 DECEMBRE
Paris Porte de Versailles
L'EVENEMENT!

L'EVENEMENT : parce que ce salon se consacre exclusivement à la formation. Mais à toute la formation, initiale et continue.

La formation qui se développe, se structure, cherche la complémentarité ou occupe les secteurs de pointe; la formation qui est une nécessité absolue pour l'individu et l'économie et une préoccupation de chaque instant pour l'entreprise, les organisations professionnelles, les pouvoirs publics.

FORMATION 85 est la plateforme idéale où se rencontreront les acteurs de la formation qui représentent un potentiel humain et économique considérable.

Venez exposer à FORMATION 85 parmi : les organismes et instituts de formation • les universités, écoles professionnelles et grandes écoles • les organismes d'orientation et de conseil en formation • les ministères et les administrations concernés • les partenaires sociaux • les syndicats professionnels • les sociétés d'exportation de formation • les Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et d'Agriculture • les collectivités locales • les responsables de la formation des entreprises • les responsables de la formation et de l'emploi sur le plan national comme sur le plan régional • les associations de formateurs, d'orga-

nismes de formation • la presse générale et la presse professionnelle...

Participer à FORMATION 85, c'est bénéficier également du public formation d'EDUCATEC 85 (3^e salon des Equipements, Matériels et Techniques pour l'Enseignement et la Formation)

Ces deux salons sont organisés conjointement (même lieu, mêmes dates) par

EDIT EXPO INTERNATIONAL
12, rue Léon-Cogniet
75017 PARIS
Tél. (1) 42.22.61.30
Tlx 641 284 F EDIXPO

**FORMA
TION**

COUPON REPOSE

A RETOURNER A
EDIT EXPO INTERNATIONAL 12, rue Léon-Cogniet 75017 Paris-France

Nom _____

Siè/Ets _____

Adresse _____

Tél. _____ Tlx _____

Fonction _____

Veuillez me faire parvenir un dossier complet sur FORMATION 85

Nous désirons exposer à FORMATION 85. Veuillez nous contacter à ce sujet

Veuillez me faire parvenir le programme des conférences et colloques

Je désire visiter FORMATION 85. Veuillez me faire parvenir _____ carte(s) visiteur(s)

LE RAPPROCHEMENT DES PEUPLES ET DES CIVILISATIONS? COMMENT?...

Des gens simples et dévoués sauront vous aider et vous guider vers vos aspirations.

L'Agence de voyages « Détente et Culture » -
60, rue Oberkampf - 75011 Paris - Tél. :
357.00.55 - est prête à vous accueillir de 9 h
30 à 19 h 30 (sans interruption) (C. lic. n°
A1839).

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher
85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare
Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs
CATALOGUE GRATUIT :
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce



kolpa

Prêt-à-Porter féminin



Pour connaître
les dépositaires
de votre ville,
téléphonez au
16 (1) 42.33.97.77



Maîtriser le problème énergétique : des ressources et un savoir-faire français.



AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

27, rue Louis Vicat, 75015 Paris, tél. (1) 765.20.00